

RAYMOND CREYTENS O. P., *Les Constitutions primitives des sœurs dominicaines de Montargis (1250)*, in «Archivum Fratrum Praedicatorum» (ISSN 0391-7320), 17, (1947), pp. 41-84.

Url: <https://heyjoe.fbk.eu/index.php/afp>

Questo articolo è stato digitalizzato dalla Biblioteca Fondazione Bruno Kessler, in collaborazione con l'Institutum Historicum Ordinis Praedicatorum all'interno del portale [HeyJoe](#) - *History, Religion and Philosophy Journals Online Access*. HeyJoe è un progetto di digitalizzazione di riviste storiche, delle discipline filosofico-religiose e affini per le quali non esiste una versione elettronica.

This article was digitized by the Bruno Kessler Foundation Library in collaboration with the Institutum Historicum Ordinis Praedicatorum as part of the [HeyJoe](#) portal - *History, Religion, and Philosophy Journals Online Access*. HeyJoe is a project dedicated to digitizing historical journals in the fields of philosophy, religion, and related disciplines for which no electronic version exists.



Nota copyright

Tutto il materiale contenuto nel sito [HeyJoe](#), compreso il presente PDF, è rilasciato sotto licenza [Creative Commons](#) [Attribuzione-Non commerciale-Non opere derivate 4.0 Internazionale](#). Pertanto è possibile liberamente scaricare, stampare, fotocopiare e distribuire questo articolo e gli altri presenti nel sito, purché si attribuisca in maniera corretta la paternità dell'opera, non la si utilizzi per fini commerciali e non la si trasformi o modifichi.

Copyright notice

All materials on the [HeyJoe](#) website, including the present PDF file, are made available under a [Creative Commons](#) [Attribution-NonCommercial-NoDerivatives 4.0 International License](#). You are free to download, print, copy, and share this file and any other on this website, as long as you give appropriate credit. You may not use this material for commercial purposes. If you remix, transform, or build upon the material, you may not distribute the modified material.



LES CONSTITUTIONS PRIMITIVES DES SŒURS DOMINICAINES DE MONTARGIS

(1250)

PAR

RAYMOND CREYTENS O. P.

Le monastère de Saint-Dominique de Montargis (Dép. du Loiret, entre Sens et Orléans) est bien connu dans l'histoire des sœurs dominicaines du 13^e siècle. Il doit son importance au rôle qu'il a joué dans les démêlés qui, au cours de la première moitié du siècle, troublèrent la bonne entente entre les sœurs et les frères de l'Ordre des Prêcheurs. La cause de ce conflit est bien connue: le nombre toujours croissant des monastères, affiliés ou incorporés à l'Ordre, menaçait de paralyser le ministère des frères; d'où les efforts de ceux-ci pour se débarrasser de cette charge, efforts qui se heurtaient à la résistance énergique des sœurs. Rappelons brièvement les phases principales de cette lutte dans laquelle le monastère de Montargis eut une part active¹.

A la mort de s. Dominique, trois monastères étaient sous la juridiction de l'Ordre: Prouille, Madrid et Saint-Sixte de Rome²: les deux premiers fondés par le saint patriarche, le dernier réformé et réorganisé, sur ordre d'Honorius III, par s. Dominique avec l'aide des sœurs dominicaines de Prouille. Au cours des années suivantes, ce nombre augmenta et forma bientôt un obstacle sérieux au ministère des frères. La réaction ne se fit pas attendre. Les frères insistaient et réclamaient

¹ Voir l'histoire de cette lutte dans: O. Decker O. P., *Die Stellung des Predigerordens zu den Dominikanerinnen (1207-1267)* (Quellen und Forsch. z. Gesch. d. Dominikanerordens in Deutschland, XXXI), Vechta 1935; H. Grundmann, *Religiöse Bewegungen im Mittelalter* (Historische Studien, 267), Berlin 1935, 208-252; 274-303; voir aussi l'exposé pittoresque de A. Mortier O. P., *Histoire des maîtres généraux de l'Ordre des Frères Prêcheurs*, I, Paris 1903, 341-355; 534-543 et les aperçus de M.-D. Chapotin O. P., *Histoire des Dominicains de la Province de France*, Rouen 1898.

² Cf. H.-Chr. Scheeben, *Der heilige Dominikus*, Freiburg 1927; P. Mandonnet-M.-H. Vicaire, *Saint Dominique, L'idée, l'homme et l'œuvre*, Paris 1938; A. Zucchi O. P., *Roma domenicana*, I, Firenze 1938, 254 ss.

et réussirent enfin, après bien des instances auprès des supérieurs de l'Ordre et de la cour papale, à se faire décharger de la direction et de l'administration des monastères de sœurs (25 oct. 1239)³. Le décret de Grégoire IX jeta les sœurs dans la désolation. Cependant, vaincues mais non découragées, elles revinrent bientôt à la charge. Le monastère de Saint-Sixte, grâce à la faveur papale dont il jouit en raison de ses origines, réussit le premier à se faire réintégrer dans le sein de l'Ordre⁴ (1244).

Les autres suivirent sans tarder, Montargis en tête. A la fin de 1244 ou au commencement de 1245, la fondatrice, Amicie de Montfort s'adressa au pape et obtint par bulle du 8 avril 1245, l'incorporation officielle du monastère à l'Ordre⁵. La trouée était faite; les monastères, l'un après l'autre, recoururent au Saint-Siège avec plein succès. Le 7 mai de cette même année, Sainte-Agnès de Strasbourg, le 4 juillet suivant, Saint-Marc de Strasbourg, suivis bientôt par une pléiade d'autres monastères, obtinrent la même grâce; à la fin de 1246, une trentaine de monastères était confiée à la direction et aux soins des frères⁶. Les sœurs chantaient victoire. Les frères de leur côté essayèrent d'abord d'atténuer la portée des bulles d'incorporation en limitant au spirituel les charges qu'elles comportaient. Ils eurent gain de cause. Le 4 avril 1246 Innocent IV les déchargeait de l'administration du temporel⁷.

Les frères ont-ils tenté d'appliquer à Montargis la bulle interprétative du 4 avril 1246? C'est très probable car le 12 octobre de l'année suivante, les sœurs faisaient confirmer par le pape le privilège d'incorporation du 8 avril 1245⁸. Cet état de choses persista jusqu'au 26 septembre 1252, où les sœurs perdirent d'un coup tout ce qu'elles avaient gagné. En effet, une bulle d'Innocent IV datée de ce jour, exonéra complètement les frères de la *cura monialium*, à l'exception des monastères de Prouille et de Saint-Sixte⁹. La mesure entraînait des conséquences fâcheuses pour la discipline et l'administration des monastères. Les sœurs de Montargis s'en plaignirent amèrement auprès du pape dans une supplique qu'elles lui adressèrent à la fin de 1256.

³ Bullarium O. P. I, 107.

⁴ Bull. O. P. I, 131.

⁵ Bull. O. P. I, 148.

⁶ Grundmann, Religiöse Bewegungen, 250-51.

⁷ Grundmann, Religiöse Bewegungen, 276-77.

⁸ Bull. O. P. I, 179.

⁹ Bull. O. P. I, 217.

Les sœurs exagéraient sans doute car il ne semble pas qu'elles aient souffert du décret de séparation. Une lettre que leur adressa, en décembre 1253, Humbert de Romans, provincial de France, nous le montre occupé à gouverner le monastère¹⁰. La démarche avait plutôt pour but de faire sanctionner par le pape une situation de fait. On comprendra bientôt leurs appréhensions.

Peu après le décret de séparation de 1252, les sœurs recommencèrent leurs instances auprès du pape Innocent IV. Celui-ci, dont la politique à l'égard des sœurs était fluctuante, se trouva dans une impasse. Il se tira d'affaire en donnant ordre au cardinal dominicain, Hugues de Saint-Cher, le 18 février 1254, de régler cette question délicate¹¹. Le cardinal était un ami des sœurs; la question fut donc résolue en leur faveur. En peu de temps, la plupart des monastères revinrent sous la juridiction de l'Ordre, au moins provisoirement jusqu'à ce que le cardinal eût conclu un accord définitif avec le maître général¹². Montargis était sans doute parmi les monastères privilégiés. Mais cet état provisoire ne satisfaisait pas les sœurs de Montargis. Craignaient-elles des surprises désagréables de la part de l'Ordre ou étaient-elles à bout de patience? Toujours est-il qu'elles n'attendirent pas la sentence définitive de l'Ordre. Pendant qu'on délibérait encore, elles s'adressèrent au pape et demandèrent l'incorporation définitive à l'Ordre, qu'Alexandre IV leur concéda le 23 janvier 1257¹³. Ainsi se termina, au moins pour Montargis, la lutte pour leur appartenance à l'Ordre. Pour les autres monastères aussi, l'affaire ne traîna plus. En 1259 tous les monastères, jadis commis à la direction des frères, revinrent sous la juridiction de l'Ordre¹⁴. Enfin Clément IV, par sa bulle du 6 février 1267, mit fin à la longue querelle et régla une fois pour toutes le statut juridique des sœurs dominicaines¹⁵.

On aimerait connaître les origines et l'organisation interne du monastère de Montargis, qui, au cours de cette âpre lutte, s'était montré si profondément attaché à l'Ordre. Cet amour ardent, les sœurs le devaient en premier lieu à leur fondatrice, la comtesse de Joigny, Amicie de Montfort, fille de Simon de Montfort et d'Alix de Montmo-

¹⁰ Voir la lettre p. 83.

¹¹ Bull. O. P. VII, 32; cf. H. Finke, *Ungedruckte Dominikanerbriefe des 13. Jahrhunderts*, Paderborn 1891, 52.

¹² Grundmann, *Religiöse Bewegungen*, 290 ss.; Decker, *Die Stellung*, 103 ss.

¹³ Bull. O. P. I, 328.

¹⁴ Grundmann, *Religiöse Bewegungen*, 295; Decker, *Die Stellung*, 106.

¹⁵ Bull. O. P. I, 481.

rency. On connaît l'amitié profonde qui liait s. Dominique au comte de Montfort. Amicie hérita de cette affection au point, nous dit l'auteur anonyme de la petite Chronique de l'Ordre, écrite vers 1260, qu'elle poussa son fils à entrer dans l'Ordre¹⁶: « Amicia de Joviniaco, magni nominis et sancta mulier, voluit multoties quod filius suus unigenitus et excellentis gracia intraret ordinem, si fratres voluissent; et in extremis agens, ipse apud Cyprum in exercitu regis Francorum habitum nostrum suscepit et factus est frater »¹⁷. Le chroniqueur ajoute: « Ipsa quoque, sicut dixit, quia homo non erat, nec poterat esse frater, ut saltem soror fieret, fecit domum sororum de Montargis et bene dotavit, in qua taxatus est numerus quinquaginta sororum, que speciali prerogativa sanctitatis et religionis fulgent¹⁸ in Francia; inter quas et ipsa sepulta requiescit. Fuit autem tanti fervoris et animi in domus predicte promocione, quod cum fratribus multis se opponentibus licentiam construendi illam habere non posset aliquo modo ab ordine, in propria persona multotiens ivit ad curiam pape et obtinuit litteras efficacissimas ad suum desiderium consummandum ».

Voilà tout ce qu'on sait sur l'origine et les premiers temps du monastère de Montargis. En dehors de la petite Chronique de l'Ordre, nous ne connaissons aucune source ancienne ou contemporaine qui ajoute le moindre détail sur la fondation ou sur la première organisation interne du monastère.

Au 18^e siècle, il existait encore à Montargis une chronique du monastère qui renfermait une histoire de ses premières origines. Les auteurs de la Gallia Christiana¹⁹ l'ont connue et s'en sont servi dans

¹⁶ B.-M. Reichert a publié cette chronique sous le titre: Cronica Ordinis posterior, dans Mon. O. P. hist. I, 321-337. Les historiens de l'Ordre l'ont généralement attribuée à Humbert de Romans (cf. Quéatif-Echard, Scriptores O. P. I, 260; Mortier, Histoire des maîtres généraux, I, 353; Chapotin, Histoire, 360). Grundmann incline vers Gérard de Frachet (Religiöse Bewegungen, 247). Scheeben prétend qu'elle est l'œuvre de Pierre Ferrand (Petrus Ferrandi dans Archivum frat. Praed. 2 (1932) 343-347). Pour notre part, nous préférons garder l'anonymat jusqu'à ce qu'on ait des preuves plus solides en faveur de l'une ou de l'autre hypothèse. Le témoignage de Taegio n'a pas la valeur probative que le Dr. Scheeben lui attribue en faveur de sa thèse. Dans son dernier ouvrage, le chroniqueur milanais met lui-même une sourdine à ses affirmations trop catégoriques de ses « Chronice ampliores » et « De Insigniis ». Cf. *Chronica brevis*, fol. 113^v: « Scripsit quidam frater qui ut quibusdam placet fuit frater Petrus hispanus de quo supra, cronicam ordinis que communiter ponitur in fine libri Vitas Fratrum ». (Cod. XIV. 53 des Arch. gén. de l'Ordre à Rome).

¹⁷ Cronica Ordinis, éd. Reichert, 322.

¹⁸ Reichert (Cronica, 322) lit « fulgerent »; cf. note 26.

¹⁹ Gallia Christiana, XII, Parisiis 1770, col. 256-59.

leur notice sur le monastère de Montargis²⁰. Cette chronique semble aujourd'hui perdue. On en conserve quelques extraits dans le recueil A des Archives générales de l'Ordre²¹ à Rome dont voici les passages qui se réfèrent aux origines du monastère.

« Amicie, cette pieuse dame se trouvant libre après la perte qu'elle fit du comte de Joigny, son époux, et le lieu de son oratoire où Saint Dominique avoit prechez luy appartenant, elle y assembla un nombre de demoiselles des mellieurs maisons pour y vivre dévotement; elle donna des fonds pour leur subsistance, leur fit faire de petits logements tous séparés, qui consistoient en une petite maison très commode entre cour et jardin. Elle fit bâtir la belle église, elle fit faire un grand encloz entouré de murailles et n'étant point encore satisfaite de ces établissements, qui étoient des espèces de chanoinesse faisant preuve de noblesse, elle voulut par la suite les mettre dans l'Ordre de Saint Dominique ».

Il n'est pas facile de faire dans ce récit le partage entre la légende et la vérité. Les éléments de contrôle manquent et l'histoire ne dit rien sur l'auteur de la Chronique ni sur la date de sa rédaction. Mais des éléments légendaires n'y sont certainement pas absents. Nous lisons en effet dans le même récit que la fondation du monastère remonte aux années 1207 ou environ. Cette date se rattache sans doute à la légende, d'après laquelle s. Dominique lors de son premier voyage en France, aurait prêché dans une chapelle de la région qu'on croit pouvoir situer aux portes de Montargis dans la paroisse d'Amilly²². On sera sans doute bien plus proche de la vérité en plaçant la fondation vers 1245, peu avant l'incorporation du monastère à l'Ordre. Une femme aussi influente qu'Amicie n'a certainement pas tardé longtemps avant

²⁰ La notice de la Gallia Christiana servit à son tour de source aux études plus récentes sur le monastère de Montargis; voir l'abbé Cochar, *Les dames de St-Dominique lez-Montargis (1240-1791)*, Orléans 1924; De Torquat, *Ancien couvent des Dominicaines à Montargis*, dans *Bulletin de la Société archéologique et historique de l'Orléannais*, I (1854) 96. Ces ouvrages n'étant pas à notre disposition, Mr. Jean Le Maire conservateur-adjoint de la Bibliothèque municipale d'Orléans ainsi que Mr. E. Pépin, bibliothécaire de la Ville de Montargis, m'en ont bien voulu communiquer les passages relatifs aux origines du monastère dominicain. Qu'ils veuillent bien trouver ici l'expression de ma gratitude.

²¹ Fol. 170-173. Cf. Chapotin, *Histoire*, 359; Jean de Réchac O. P., *La vie du glorieux patriarche S. Dominique, fondateur et instituteur de l'Ordre des Frères Prêcheurs*, Paris 1647, 926-929; M.-D. Constant O. P., *Sur les pas de Saint Dominique en France*, Paris 1926, 22-24.

²² Cf. Chapotin, *Histoire*, 359.

de porter la cause de l'incorporation devant le pape, une fois que les supérieurs de l'Ordre la lui avait refusée.

D'autre part, on peut supposer aussi qu'Amicie, étant donné ses relations avec l'Ordre, fit la supplique aux frères peu après, sinon durant la fondation même du monastère. L'auteur de la petite chronique ne dit-il pas qu'elle fonda le monastère pour se créer un asile spirituel où elle pourrait mener une vie dominicaine? D'après l'auteur de cette chronique, il faudrait même admettre qu'elle fonda le monastère à l'époque même où elle faisait ses démarches à la cour papale pour en obtenir l'incorporation à l'Ordre. Mais le chroniqueur confond peut-être bien les événements. Il résulte de la bulle d'Innocent IV (8 avril 1245) qu'à l'époque de la supplique, le monastère était déjà régulièrement constitué.

Voilà ce que nous savons des origines du monastère. Les historiens ajoutent que la fondatrice, Amicie de Montfort, fixa à cinquante le nombre de religieuses²³. Erreur d'interprétation du texte de la petite chronique de l'Ordre²⁴. On sait par la lettre d'Humbert de Romans²⁵ qu'en décembre 1253 le monastère comptait seulement 45 religieuses et qu'à cette époque seulement, le provincial fixa à cinquante le nombre maximum de religieuses²⁶.

Les constitutions des sœurs de Montargis.

L'auteur de la petite chronique de l'Ordre fait un bel éloge de la vie religieuse du monastère de Montargis: «speciali prerogativa sanctitatis et religionis fulgent in Francia». Nous sommes vers 1260, peu après la «crise» des sœurs, quelques années après leur incorporation à l'Ordre. Montargis devint donc rapidement un foyer de sainteté et

²³ Grundmann, *Religiöse Bewegungen*, 247; Mortier, *Histoire*, I, 353.

²⁴ Reichert, *Cronica*, 322: In qua (domo) taxatus est numerus quinquaginta sororum que speciali prerogativa sanctitatis et religionis fulgent in Francia.

²⁵ Voir le texte de la lettre d'Humbert, p. 83.

²⁶ Il n'est pas dit dans la chronique qu'Amicie de Montfort († 1252, févr. 20; cf. Chapotin, *Histoire*, 363) a fixé le nombre de religieuses à cinquante. Les dires du chroniqueur se rapportent au contraire à la mesure d'Humbert de Romans (voir sa lettre plus loin, p. 83), dont le chroniqueur a pu avoir connaissance puisqu'il écrit après 1253. Reichert, interprétant de travers le passage de la chronique, se crut autorisé de changer — contre la tradition manuscrite (voir l'apparat critique de la chronique) — la leçon authentique: «fulgent» en «fulgerent» pour pouvoir rattacher la mesure à Amicie de Montfort.

de vie religieuse intense²⁷. Amicie, « magni nominis et sancta mulier », y contribua sans doute pour une grande part, mais il faut chercher la raison principale dans l'excellence des constitutions qui nous sont conservées et qui font l'objet de la présente étude.

Le catalogue des manuscrits de la Bibliothèque royale de la Haye signale sous la cote 70 H 66 les ouvrages suivants: 1) *Consuetudines sororum ordinis Praedicatorum*, 1253 et 1256, ff. 1-19^v; 2) *Regula S. Augustini cum commentario Hugonis de S. Victore*, ff. 20-76. Le manuscrit, d'après la description qu'on en donne, est écrit en France ± 1300, sur parchemin, et compte 76 feuilles, 180 × 142. Il appartenait jadis à N. J. Foucault (1643-1721) et fut acheté par la Bibliothèque en 1828. Le recueil se compose de deux parties distinctes, reliées ensemble à une date qu'on ne précise pas²⁸.

A un autre endroit du catalogue²⁹, l'auteur revient sur la première partie du manuscrit: *Statuta sororum ordinis Praedicatorum* (du monastère des sœurs dominicaines de Montargis, 1253 et 1256), ff. 1-19; parchemin; ± 1256; écrit en France, probablement à Montargis; initiales ornées; appartenait jadis à De (?) Beaussefaict et Laroche-Souville.

Complétons la description par quelques indications plus précises. Les constitutions des sœurs occupent dans le manuscrit les ff. 1^r-18^r. En voici l'incipit: « Quoniam ex precepto regule iubentur sorores nostre habere cor unum et animam unam... Expl. sicut et fratres ordinis studeatis eas diligenter et fideliter observare ad laudem et gloriam Jesu Christi qui est benedictus in secula seculorum, amen. Commemoratio fratrum, sororum, familiarium benefactorum defunctorum ordinis nostri ». Aux Constitutions, on a joint une lettre (fol. 18^v-19^r) dont voici l'adresse et la finale: « Devotis ancillis Christi, priorisse et sororibus beati dominici de monte argi, frater humbertus fratrum praedicatorum in francia prior indignus celestium plenitudinem gratiarum. Notum vobis fieri volumus... ne locus alicui antequam vacet aliquatenus concedatur. Actum anno domini millesimo ducentesimo quinquagesimo tercio, mense decembri ». — Dans cette lettre, inédite pour autant que je sache, Humbert de Romans fixe pour le monas-

²⁷ Montargis joua plus tard un rôle important dans la fondation des monastères de Rouen et de Poissy; cf. Chapotin, *Histoire*, 362.

²⁸ *Catalogus codicum manuscriptorum bibliothecae regiae*, vol. I, *Libri theologici*, Hagae Comitum 1922, 283.

²⁹ *Catalogus*, 289.

tère de Montargis, qui lui est soumis en tant que provincial de France, le nombre maximum de religieuses – 50 – et détermine les revenus dont les sœurs devront disposer; il interdit ensuite, sous peine de nullité, qu'aucune postulante soit admise, qui ne réponde pas aux conditions prescrites dans sa lettre. Enfin il commande que ses ordonnances soient mises en tête des constitutions afin que personne ne puisse invoquer, en sa défense, l'ignorance de la loi.

La lettre nous permet d'identifier ces constitutions avec les statuts de Montargis. Autrement comment expliquer la présence de la lettre d'Humbert à la suite de ces constitutions?³⁰ Il est certain d'ailleurs que les statuts ont été composés pour des sœurs de la province de France. Dans le prologue comme à la fin des constitutions, il est expressément dit que les sœurs relèvent de la juridiction du provincial de France³¹. Or en 1253 Montargis était le seul monastère de France incorporé à l'Ordre³². Il n'y a donc pas de doute possible sur l'origine des statuts que nous conserve le ms. de la Haye.

Place et importance des constitutions de Montargis dans l'histoire de la législation dominicaine.

Les constitutions des sœurs de Montargis occupent dans l'histoire de la législation des sœurs une place toute particulière. Jusqu'ici les historiens rattachaient les constitutions officielles d'Humbert (1259) aux statuts de Prouille et de Saint-Sixte sans soupçonner l'existence d'une forme intermédiaire. La vérité est tout autre, nous espérons le prouver dans les lignes qui suivent. Essayons tout d'abord de déterminer l'âge de nos constitutions. L'ordonnance suivante, qu'on y lit, nous en fournira le moyen.

« Statuimus insuper ut si contingat de cetero aliquas consuetudines que monialibus competunt in predicto ordine (i. e. Praedicatorum)

³⁰ Notre étude était terminée quand nous apprîmes par le Dr. L. Brummel, bibliothécaire de la bibliothèque royale de La Haye, que le ms. 70 H 66 conserve sur la feuille de garde une autre lettre d'Humbert de Romans, datée du mois d'août 1256 et adressée également aux sœurs de Montargis. La teneur de cette épître est identique à celle de 1253. Humbert de Romans y renouvelle, comme maître général de l'Ordre, les obligations qu'il avait imposées au monastère en tant que provincial de France. Le fait que cette lettre figure en tête des Constitutions montre une fois de plus que ces dernières représentent la législation des sœurs de Montargis.

³¹ Voir plus loin le texte des Constitutions, p. 67, 83.

³² La fondation du monastère de Rouen, le second en territoire de la province de France, date des années 1260-65; cf. Chapotin, Histoire, 505.

confirmari, magister ordinis vel prior provincialis Francie qui pro tempore fuerint, eas vobis non differant exhiberi, quas vos etiam cum humilitate et devotione suscipientes, sicut et fratres ordinis studeatis eas diligenter et fideliter observare »³³. Les constitutions des sœurs suivent donc de près celles des frères; les ordonnances devenues constitutions par l'approbation de trois chapitres généraux consécutifs obtiennent force de loi pour les sœurs, dans la mesure, cela va sans dire, où elles sont applicables à leur état et à leurs conditions. Ce sera le cas en général des « constitutions » qui règlent l'organisation interne du couvent ou du monastère, ou de celles qui regardent la liturgie et les observances monastiques. En tenant compte de cette prescription, il ne sera plus difficile de dater les statuts, conservés dans le ms. de la Haye. Ils renferment les « constitutions » promulguées dans les chapitres généraux de 1249, 1248 et des années précédentes; aucune, au contraire, des années 1250 et suivantes.³⁴ Dans leur forme actuelle, les statuts de Montargis représentent donc la législation en vigueur au monastère vers 1250 ou plus exactement de 1249-1251. Nous ne les plaçons pas entre 1249-1250 parce qu'en cette dernière année le chapitre général de Londres ne fit aucune loi qui fût applicable aux sœurs. Le « terminus ante quem », 1251, au contraire est certain puisque plusieurs « constitutions » de cette année regardent aussi les sœurs et n'ont pas été insérées dans leurs constitutions³⁵.

Voilà donc fixée la place des statuts de Montargis dans l'histoire

³³ Voir plus loin le texte des Constitutions, p. 83.

³⁴ Chapitre général de Trèves, 1249: In constitutione ubi dicitur: et a priore provinciali si ei visum fuerit confirmetur, addatur: conventus autem qui petit electi confirmationem in priorem, numerum et nomina eligendum scribat provinciali. Et hec habet III capitula (Mon. O. P. hist. III, 43). Cette constitution est insérée dans les statuts de Montargis; cf. p. 79 c. xx.

Chapitre général de Paris, 1248: Ubi dicitur: anniversarium benefactorum tercia die post nativitatem eiusdem est faciendum, deleatur tercia die post nativitatem eiusdem et ponatur: sequenti die post octavas beati Augustini. Anniversarium vero fratrum sequenti die post festum beati Dyonisii. Et hec habet III capitula (Mon. O. P. hist. III, 41). — Voir les statuts de Montargis p. 79.

³⁵ Chapitre général de Metz, 1251: Confirmamus hanc constitutionem ubi dicitur: librum autem istum quem consuetudinarium appellamus, deleatur istud, quem librum consuetudinarium appellamus, et dicatur sic: librum autem istum diligenter conscripsimus in quo etc. (Mon. O. P. hist. III, 55). Montargis a l'ancienne leçon; cf. la fin du prologue p. 67.

Confirmamus item hanc. Quando dicitur: in omni oratione quando nomen beate virginis nominatur, addatur et dicatur sic: quando nomen beate virginis et beati Dominici nominatur et etiam quando nomen beate Marie nominatur in antiphona Salve (Mon. O. P. hist. III, 55). Montargis n'a pas les additions; cf. chapitre: De inclinationibus, p. 69.

de la législation des sœurs; ils se situent chronologiquement entre les constitutions de Saint-Sixte et celles d'Humbert de Romans, promulguées officiellement au chapitre général de Valenciennes en 1259. Il reste à déterminer leur place dans le développement de la législation des sœurs.

L'histoire de cette législation commence par les constitutions du monastère de Prouille. Celles-ci ont été rédigées par s. Dominique avec des éléments empruntés, dit-on communément, aux statuts des Prémontrés³⁶. Aucun exemplaire n'en est conservé. On ne peut que le regretter car elles montraient sans doute beaucoup de ressemblances avec les premiers statuts des frères, composés par s. Dominique en 1216. A l'aide de ces constitutions des sœurs on aurait été à même de reconstituer en grande partie la première législation de s. Dominique pour les frères, car cette dernière aussi n'existe plus, au moins dans sa forme primitive. Mais les historiens de l'Ordre ne croyaient pas la perte des statuts de Prouille un mal aussi grave que nous nous l'imaginons. D'après eux, ces statuts se conservent intégralement dans la règle de Saint-Sixte de Rome qui, au fond, n'est qu'une dénomination extrinsèque des constitutions de Prouille. Les sœurs de ce dernier monastère, appelées à Rome par s. Dominique pour y réformer, sous sa direction, le monastère de Saint-Sixte où les religieuses de Sainte-Marie in Tempulo et de Sainte-Bibienne s'étaient retirées sur ordre d'Honorius III, apportèrent leur règle, l'introduisirent dans le monastère et l'appelèrent du nom de l'endroit: Règle de Saint-Sixte³⁷.

Cette thèse traditionnelle appelle bien de réserves. On conçoit aisément que les sœurs de Prouille, en réformant le monastère, y introduisirent leur manière de vivre, et organisèrent le monastère d'après leurs observances monastiques. Mais ont-elles imposé leur règle

³⁶ Mandonnet-Vicaire, *Saint Dominique*, II, 227. — Nous espérons revenir plus tard sur la question délicate et compliquée des rapports qui existent entre la règle ou les règles de Prouille et les Constitutions des frères de 1216 et 1220-21.

³⁷ Decker, *Die Stellung*, 49-50; Mandonnet-Vicaire, *Saint Dominique*, II, 244; Mortier, *Histoire des maîtres généraux*, I, 344; A. Simon, *L'Ordre des Pénitentes de S. te Marie-Madeleine en Allemagne au XIII^e siècle*, Fribourg 1918, 32. Le Dr. Scheeben, après avoir adhéré dans un premier temps à la thèse traditionnelle (*Der hl. Dominikus*, 247) incline dans ses derniers écrits vers une thèse toute opposée: es ist noch die Frage, ob die Satzungen von San Sisto von Prouille übernommen worden sind. Schon dass man in diesem Falle und auch bei anderen Gelegenheiten die Satzungen der Dominikanerinnen nach San Sisto und nicht nach Prouille benannt, sollte stutzig machen (*H.-Chr. Scheeben, Die Konstitutionen des Predigerordens unter Jordan von Sachsen* [Quellen u. Forsch. z. Gesch. d. Dominikanerordens in Deutschland, XXXVIII], Leipzig 1939, 23).

sans adaptation aucune? C'est peu probable. Une réforme est chose délicate et l'on ne renverse pas sans plus le mode de vie d'un monastère, conforme, au moins en partie, à l'esprit religieux. Pourquoi changer ou supprimer des coutumes louables quand celles-ci ne sont pas contraires à l'esprit de la nouvelle règle? Il nous semble plus conforme au bon sens et à la prudence d'admettre que les sœurs de Prouille ont absorbé dans la règle de Saint-Sixte tout ce qui dans l'ancienne règle des sœurs de Sainte-Marie in Tempulo était compatible avec leur idéal monastique. Il y a d'ailleurs dans la règle de Saint-Sixte assez d'indices qui plaident en faveur de cette opinion. On y renvoie à la règle de s. Benoit: prout regula Sancti Benedicti permittit³⁸; aux Us de Citeaux: prout in cisterciensi ordine fieri consuevit³⁹. Ces observations ne proviennent certainement pas des constitutions de Prémontré. Ailleurs on fait des emprunts littéraux aux statuts de l'Ordre des Gilbertins de Sempringham⁴⁰ auxquels Honorius III avait demandé auparavant de desservir l'église de Saint-Sixte⁴¹. Il semble dès lors difficile de maintenir la thèse traditionnelle: règle de Saint-Sixte = règle de Prouille. On se trouve plutôt en face d'une règle nouvelle, où les constitutions de Prouille occupent peut-être une place importante, mais pas exclusive; plusieurs éléments de l'ancienne règle des sœurs de Rome s'y sont mêlés comme parties intégrantes. Il ne sera donc pas aisé de faire le départ et de discerner dans la règle de Saint-Sixte le fond primitif de Prouille. Toujours dans la supposition que la règle de Saint-Sixte qu'on connaît aujourd'hui, est bien la règle dans sa forme primitive. Il n'est pas impossible que le texte de la règle ait subi, au cours des premières années, au moins jusqu'à son approbation par Grégoire IX (avant 1232)⁴² quelques modifications, ce qui nous éloignerait d'autant de la forme primitive de la règle de Prouille⁴³.

³⁸ PP. Balme & Lelaidier, Cartulaire ou histoire diplomatique de Saint Dominique, II, Paris 1897, 430; Simon, L'Ordre des Pénitentes, 145.

³⁹ Balme, Cartulaire, II, 431; Simon, L'Ordre des Pénitentes, 145.

⁴⁰ Balme, Cartulaire, II, 434, 467; Simon, L'Ordre des Pénitentes, 146.

⁴¹ M.-H. Laurent O. P., Monumenta historica S. P. N. Dominici, Fasc. I. Historia diplomatica S. Dominici (Mon. O. P. hist. XV), Paris 1933, 105.

⁴² Simon, L'Ordre des Pénitentes, 30; Scheeben, Der hl. Dominikus, 247.

⁴³ Le Dr. Scheeben (Die Konstitutionen, 22-23) fait une distinction entre la forme primitive de la règle de Saint-Sixte et celle conservée dans la bulle de Grégoire IX (23 oct. 1232) qu'il croit une adaptation aux Pénitentes d'Allemagne. On verra plus loin ce que nous pensons de ce dernier point, à savoir si oui ou non la règle de Saint-Sixte subit encore des changements après son approbation par Grégoire IX.

La règle de Saint-Sixte constitue donc pratiquement le point de départ dans l'histoire de la législation des sœurs dominicaines. Elle va perdre bientôt son caractère spécifiquement dominicain. Quand on étudie la fondation de la plupart des monastères du 13^e siècle, on remarque que les papes, en approuvant la fondation, leur imposent très souvent la règle de « l'Ordre » des moniales de Saint-Sixte de Rome, *ordinis monialium Sancti Sixti de Urbe*⁴⁴. Aucune allusion à l'Ordre des frères Prêcheurs ni à leurs constitutions. La règle de Saint-Sixte, dominicaine dans ses origines, devient forme de vie religieuse officiellement reconnue par l'Eglise, une règle-type pour moniales, à côté de celle des Cisterciens et de Grégoire IX (élaborée pour les moniales de l'Italie quand le pape était encore cardinal)⁴⁵. Elle est une règle universelle, sans rapports directs avec n'importe quel ordre religieux, qui crée parmi les chanoinesses de s. Augustin, un ordre spécial: l'ordre des moniales de Saint-Sixte de Rome. Dans cet « ordre » même, il y aura lieu de distinguer plusieurs congrégations qui, en dehors de la règle de Saint-Sixte, n'ont aucun rapport entre elles. Concrétisons notre pensée par l'exemple de la règle de s. Augustin. Tous les ordres religieux qui ont pris la règle de s. Augustin comme base de leur législation, appartiennent par ce fait même « à l'ordre de s. Augustin ». Cela n'empêche pas qu'ils soient des instituts distincts. La règle de s. Augustin, n'étant au fond qu'une forme de vie générale, il fallait la compléter par des constitutions spéciales qui répondaient au but et au genre spécial d'apostolat que les différents ordres religieux s'étaient proposés. On obtint de la sorte dans la famille de l'Ordre de s. Augustin plusieurs ordres religieux, qui en dehors de la règle, n'avaient peu ou rien de commun. Il en est de même de la règle de Saint-Sixte. Tous les monastères qui l'adoptèrent comme base légale de leur institut, appartenaient du fait même à « l'ordre de Saint-Sixte de Rome ». A l'instar des religieux de « l'ordre de s. Augustin » les sœurs de « l'ordre de Saint-Sixte » complétaient ensuite leur règle commune par des statuts ou constitutions spéciales qui les distinguaient les unes des autres. Ces statuts des sœurs n'étaient pas aussi variés que ceux introduits dans les différents ordres de religieux. Les moniales restaient toujours des moniales, donc séparées du monde, et n'avaient pas ce vaste champs d'apostolat qui nécessita la multiplicité et la variété des ordres d'hommes religieux. Mais quant à l'orga-

⁴⁴ Grundmann, *Religiöse Bewegungen*, 233-235.

⁴⁵ Grundmann, *Religiöse Bewegungen*, 236-37.

nisation interne du monastère, il pouvait y avoir pas mal de différences dans les statuts, nécessitées par les conditions locales ou sociales des différents monastères. Ainsi les sœurs de l'Ordre des Pénitentes de S.te Marie-Madeleine en Allemagne, tout en suivant la règle de Saint-Sixte, adoptèrent en plus des constitutions spéciales, appropriées à leur vocation spéciale.

Mais qu'on ne se méprenne pas sur ces « statuts additionnels ». On a pensé que ces additions ou changements furent introduits dans la règle même de Saint-Sixte comme les nouvelles ordonnances furent insérées dans les constitutions des ordres religieux⁴⁶. La chose ne se passa pas ainsi; la règle de Saint-Sixte était invariable comme la règle de s. Augustin. Conçue à ses origines comme livre de constitutions, elle devint par volonté de Grégoire IX un texte canonisé auquel il n'était plus permis d'apporter le moindre changement, pas plus qu'à la règle de s. Augustin. Quand donc les sœurs adoptèrent la règle de Saint-Sixte, il ne fut pas question d'y opérer des changements parce que tel point ou tel autre de la règle s'adaptait mal à leur idée monastique, ou était contraire aux coutumes et conditions sociales. Il fallait d'autre part une règle de conduite précise et bien délimitée. C'est ce qu'on voulait obtenir, grâce à un nouveau corps de statuts, complètement législatif de la règle.

Quel fut le monastère qui créa d'abord pareil code? Saint-Sixte de Rome? Peut-être. En 1232, Grégoire IX impose aux Pénitentes de S.te Marie-Madeleine la règle de Saint-Sixte et tout porte à croire que les statuts ou constitutions qu'elles adoptèrent à cette époque, proviennent du monastère romain⁴⁷. Ce code nous est conservé⁴⁸. Il est manifestement dominicain d'origine, presque toutes ses prescriptions étant empruntées littéralement aux constitutions des frères Prêcheurs dans la forme que celles-ci revêtaient avant 1236⁴⁹. Or com-

⁴⁶ Grundmann parle souvent de menus changements introduits dans la règle de Saint-Sixte; cf. o. c. 233-235.

⁴⁷ Simon, o. c. 37.

⁴⁸ Publié par Simon, o. c. 155-169.

⁴⁹ H. Denifle, Die Constitutionen des Prediger-Ordens vom Jahre 1228, dans Archiv für Literatur- und Kirchengeschichte des Mittelalters, I, Berlin 1885, 193-227; Analecta s. ordinis frat. Præd., II (1896) 621-648; Scheeben, Die Konstitutionen, 48-80. Sur la date de composition, voir l'introduction de Schœeben à son édition et Mandonnet-Vicaire, Saint Dominique, II, 203 ss. — Nous disons avant 1236, parce que l'exemplaire qui sert de base aux statuts des Pénitentes, ne contenait pas encore les ordonnances émanées cette année au chapitre général de Paris. En 1236 on ordonne: ubi agitur de silencio et dicitur, prior ad mensam loqui poterit, illud removeatur et dicatur sic: in mensa autem ubique omnes fratres etc. (Mon.

me il est certain que les Pénitentes n'étaient pas sous la juridiction de l'Ordre, il est improbable que ces statuts aient été rédigés pour elles. Les Pénitentes les ont empruntés sans doute — en y apportant quelques modifications — à un monastère dominicain, peut-être à Saint-Sixte de Rome dont elles avaient adopté la règle. Ces statuts sont en tout cas très anciens, certainement d'avant 1236 et dans leur fond primitif peut-être de 1230 environ⁵⁰. On peut les considérer par conséquent comme l'exemple typique de ces constitutions complémentaires de la règle de Saint-Sixte.

Mais ce n'était pas seulement pour suppléer aux insuffisances de la règle que les monastères introduisaient ce corps de statuts nouveaux. Le caractère nettement dominicain de ceux-ci⁵¹, en révèle la raison profonde: les sœurs voulaient se conformer à la vie des frères Prêcheurs, se faire dominicaines. La règle de Saint-Sixte ne suffisait pas: elle était applicable à tous les monastères, dominicains ou non-dominicains⁵². Il fallait, en y ajoutant certains compléments propres à cette fin, en faire la norme d'une vie selon l'esprit de s. Dominique sans pour autant sacrifier la base légale de l'institution. Le monastère était approuvé comme vivant selon la règle de «l'ordre de Saint-Sixte» et aussi longtemps qu'il n'était pas officiellement incorporé à un ordre religieux, il fallait s'y tenir. On garda donc la règle de Saint-Sixte mais on y ajouta une nouvelle réglementation, des statuts complémentaires. Dans la mesure du possible, on laissa même subsister quelques parties

O. P. hist. III, 6). Les statuts des Pénitentes (Simon, o. c. 163) contiennent encore l'ancienne leçon: *priorissa ad mensam loqui poterit silenter et modeste, ita quod lectrix non impediatur*. On a ici probablement la leçon primitive des constitutions des frères en usage avant 1236. Cf. Denifle, *Die Constitutionen...* vom Jahre 1228, 203; Scheeben, *Die Konstitutionen*, 58. A noter que les sœurs suivaient sur ce point les constitutions des frères, preuve les constitutions de Montargis; cf. plus loin, p. 72-3.

⁵⁰ Il faudrait les placer avant 1232 (oct. 23), s'il est vrai que les Pénitentes adoptèrent les statuts en même temps que la règle de Saint-Sixte. D'autre part, ces statuts sont postérieurs à 1227, puisque la règle de Saint-Sixte, dont ils sont le complément, ne fut approuvée comme règle officielle, que sous le pontificat de Grégoire IX (1227-41).

⁵¹ Simon, o. c. 36-37.

⁵² Grundmann, o. c. 236, dit très justement: *Die Befolgung der Konstitutionen von S. Markus in Strassburg oder von S. Sisto in Rom stellte jedoch noch keine organisatorische Beziehung zwischen den Frauenklöstern und den Dominikanern her, setzte keinen kirchen- oder ordensrechtlichen Verband zwischen beiden voraus... Die Konstitutionen von S. Sisto sind auch von manchen Frauenklöstern übernommen worden, ohne dass die Dominikaner ihre Hand im Spiele hatten. Denn die päpstliche Kurie hat von sich aus diese Gewohnheiten des ihr unmittelbar unterstehenden Klosters in Rom als geeignete Grundlage für die Bildung neuer Frauenklöster empfohlen. Cf. Decker, *Die Stellung*, 75, 80.*

de la règle de Saint-Sixte. Ainsi on conserve dans les statuts des Pénitentes des renvois à certains chapitres de la règle de Saint-Sixte qu'on crut opportun de conserver⁵³. Mais le centre de gravité a passé de la règle au nouveau corps de constitutions. De jour en jour, la première va perdant de son importance pratique pour s'éclipser bientôt totalement. Le coup final vient avec l'incorporation des monastères à l'Ordre. La règle perd sa raison d'être, les sœurs n'étant plus de « l'Ordre des moniales de Saint-Sixte de Rome » mais de « l'ordre des frères Prêcheurs ». Dorénavant les sœurs seront régies par les constitutions des frères Prêcheurs, adaptées aux besoins des sœurs. Dans les bulles d'incorporation émanées depuis 1245, Innocent IV ne parle plus de la règle de Saint-Sixte; il impose aux supérieurs de l'Ordre de pourvoir les monastères dominicains d'une règle, modelée sur leurs propres constitutions⁵⁴.

Cette innovation juridique ne comportait pas de grands changements pratiques dans la législation des sœurs. Bien avant l'incorporation, les sœurs vivaient déjà selon les constitutions des frères Prêcheurs, car leurs statuts complémentaires étaient une adaptation pure et simple de la législation des frères en vigueur sous Jourdain de Saxe. Il suffisait donc d'éliminer la règle de Saint-Sixte, de lui substituer les statuts, qui, de ce fait, devinrent base légale de l'institut. C'est ainsi au moins que plusieurs monastères, entre autres ceux d'Allemagne, interprétèrent les bulles qui les incorporaient à l'Ordre; ils continuaient à vivre selon leur ancienne législation. Cet état de choses persista jusqu'en 1259. A cette date Humbert de Romans abolit toutes les constitutions existantes et les remplaça par d'autres qu'il imposa à tous les monastères soumis à la juridiction de l'Ordre. Nous reviendrons bientôt sur ce point.

Les choses se passèrent tout autrement en France. Montargis, incorporé à l'Ordre en 1245, se fit donner tout de suite des constitutions conformes au nouvel état de la législation des frères. En 1241 les anciennes constitutions qui servaient de modèle aux statuts des sœurs d'Allemagne, avaient été remplacées par un nouveau corps de statuts,

⁵³ Simon, o. c. 159: De refectioibus et regularibus ieiuniis, sicut in regula continetur, inviolabiliter observetur; 164: De tonsura. Tonsura et ablucio capitis, fiat sicut regula continet; De culpīs: De culpīs sicut in regula continetur, firmiter volumus observari; 165: De electione priorisse. De electione priorisse, sicut in regula continetur, ita observetur.

⁵⁴ Voir les bulles d'incorporation dans Bull. O. P. I, 131, 134, 148, 150, 151, 153, 158, 159. Cf. Grundmann, o. c. 272-73.

œuvre de Raymond de Peñafort⁵⁵. Il est donc naturel que les sœurs de Montargis prirent les constitutions modernes comme base de leur législation. On comprend que les monastères d'Allemagne aient gardé, même après leur incorporation, leur ancienne législation, car elle préexistait à la rédaction de Raymond de Peñafort. Mais Montargis, selon toute vraisemblance, n'a jamais eu une autre législation. Il semble en effet que sa fondation remonte aux environs de 1245, donc de l'époque de l'incorporation, qui lui donna droit aux constitutions des frères.

Le texte des constitutions de Montargis que nous conserve le ms. de la Haye, ne représente probablement pas la forme primitive de la législation du monastère. Il date, comme nous avons vu, des années 1250 et contient les ordonnances des chapitres généraux de 1245-1250. Humbert de Romans en est probablement l'auteur. En 1245 il était provincial de France et à ce titre il avait à organiser et à diriger le monastère⁵⁶. On sait qu'il s'intéressait beaucoup à la législation des Frères comme à celle des sœurs. En 1256 il promulgua les statuts des Frères⁵⁷, en 1259 les constitutions officielles des sœurs⁵⁸. Le fait que les constitutions de Montargis servirent de base à ces dernières⁵⁹, rend sa paternité encore plus probable.

Toutes importantes qu'elles soient, ces constitutions n'ont pas connu une large diffusion. Il est bien dit dans le texte que le maître général les a approuvées mais il n'appert d'aucun indice que Jean le Teutonique (1241-1252) les ait considérées comme obligatoires pour tous les monastères de l'Ordre, à l'exemple de celles d'Humbert de 1259. Elles étaient limitées au territoire de la province de France. Dans les autres provinces, p. ex. dans celle d'Allemagne, on continuait à suivre les anciens statuts, sans s'occuper des innovations de Montargis. Nous en avons la preuve dans les « Admonitiones » du

⁵⁵ H. Denifle, Die Constitutionen des Predigerordens in der Redaction Raimunds von Peñafort, dans *Archiv für Literatur- und Kirchengeschichte des Mittelalters*, V, Freiburg im Breisgau 1889, 530-564.

⁵⁶ Quétif-Echard, *Scriptores O. P. I*, 142; Chapotin, *Histoire*, 360.

⁵⁷ B.-M. Reichert, *Litterae encyclicae magistrorum generalium ordinis Praedicatorum ab anno 1233 usque ad annum 1376*, dans *Mon. O. P. hist.* V, 38 ss. — Les constitutions d'Humbert, amplifiées des ordonnances de 1256-59, sont publiées dans *Analecta s. ord. frat. Praed.* III (1897) 2 6-60; 98-122; 162-181. Cf. Denifle, *Archiv V* (1889) 530-564.

⁵⁸ Reichert, *Litterae encyclicae*, 50; publiées dans *Anal. s. O. P. III* (1897) 337-348.

⁵⁹ Voir plus loin le chapitre IV.

provincial d'Allemagne adressées aux sœurs de sa province⁶⁰. On y dit: « Verum quia in constitutionibus novellis non fit mentio de modo conversationis ipsorum (i. e. fratrum conversorum) servetur quod in antiquis constitutionibus sub primo magistro Ioanne extitit ordinatum »⁶¹. Le premier maître Jean est Jean le Teutonique – par opposition à Jean de Verceil (1264-1284) – et les constitutions nouvelles sont celles d'Humbert de Romans de 1259⁶². Par « constitutiones antique » on n'entend certainement pas les constitutions de Saint-Sixte ni celles de Montargis, dont la rédaction tombe sous le gouvernement du maître général (1241-1251). Nulle part dans ces statuts, pas plus d'ailleurs que dans ceux d'Humbert, on ne parle des frères convers affiliés aux monastères dont il est question dans les « Admonitiones »⁶³. Il ne semble pas non plus que ce soient des constitutions composées par Jean le Teutonique en personne, car il ne ressort d'aucun document que le maître général ait à son actif une œuvre pareille⁶⁴. Ces statuts anciens en vigueur sous Jean le Teutonique sont sans doute les vieilles constitutions que les sœurs professaient quand elles étaient

⁶⁰ Publiées par E. Ritzinger-H. Chr. Scheeben, Beiträge zur Geschichte der Teutonia in der zweiten Hälfte des 13. Jahrhunderts, dans Archiv der deutschen Dominikaner, III (1941) 13-21; 25-39. Jusqu'ici on n'a pas su identifier l'auteur de ces « Admonitiones ». On a pensé à Hermann de Minden, mais les raisons qu'on allègue en faveur de sa paternité, sont loin d'être péremptoires. Pour ne pas dérouter les chercheurs, il vaut mieux, nous semble-t-il, de garder l'anonymat comme le fait le Dr. Scheeben. Cf. Th.-M. Mamachi, Annales Ordinis Praedicatorum, I, Romae 1756, 259 ss.; H. Denifle, Über die Anfänge der Predigtweise der deutschen Mystiker, dans Archiv für Litteratur- und Kirchengeschichte des Mittelalters, II, 644; Mortier, Histoire des maîtres généraux, I, 539; D. Planzer, De codice Ruthenensi miscellaneo in tabulario Ordinis Praedicatorum asservato, dans Archivum frat. Praed. V (1935) 31 ss.; Ph. F. Mulhern O. P., The early dominican laybrother, Washington 1944, 91.

⁶¹ Ritzinger-Scheeben, Beiträge, 20. Plus loin on lit (p. 33): de conversis fratribus moderna sororum constitutio non facit mentionem; (p. 34): pro horis dicant quod ex antiquis eis fuit constitutionibus ordinatum.

⁶² Ritzinger-Scheeben, Beiträge, 13.

⁶³ Sur ces frères convers, voir Mamachi, Annales, I, 259 ss.; Mulhern, The early dominican laybrother, 89 ss.

⁶⁴ Danzas et Mortier prétendent que Jean le Teutonique a remanié les constitutions des sœurs (règle de Saint-Sixte) comme Raymond de Peñafort a remanié celles des frères. Ils en voient la preuve dans les Avertissements du provincial d'Allemagne (qu'ils identifient à Hermann de Minden) où celui-ci dit à propos des frères convers: servetur quod in antiquis constitutionibus sub primo magistro Ioanne extitit ordinatum (Ritzinger-Scheeben, Beiträge, 20). Il ne suit nullement de ce texte que Jean le Teutonique ait composé ou remanié les constitutions des sœurs. Cf. A. Danzas, Etudes sur les temps primitifs de l'Ordre de Saint Dominique, IV, Paris-Poitiers 1877, 266; Mortier, Histoire des maîtres généraux, I, 539.

encore sous la règle de Saint-Sixte mais qui, par suite de l'incorporation, étaient devenues règle unique et officielle. On en conserve peut-être la forme authentique dans les statuts des Pénitentes de S.^{te} Marie-Madeleine. Là en tout cas on trouve un chapitre spécial sur les frères convers, qui contient des prescriptions concrètes sur leurs devoirs et leurs obligations dans le monastère⁶⁵. S'il y a eu des différences entre l'ancienne règle d'Allemagne et les statuts des Pénitentes, elles ne portaient sans doute que sur des points secondaires. Les monastères d'Allemagne affiliés ou incorporés à l'Ordre suivaient certainement une règle dominicaine, identique en substance aux statuts des Pénitentes, puisqu'elle ne montre aucune ressemblance avec les constitutions de Montargis. En dehors de ces deux législations typiques, modelées sur les constitutions des frères de 1228-36 et 1241, il n'y avait pas de règle dominicaine.

On peut se demander toutefois si la règle d'Allemagne dont parlent les « Admonitiones » était uniforme pour tous les monastères de la province. Le problème n'est pas facile à résoudre, ces constitutions ayant toutes péri. Quelques indices font pencher plutôt vers la négative. A Saint-Marc de Strasbourg on avait des statuts propres, appelés « constitutiones Sancti Marci »⁶⁶, sans doute parce qu'ils différaient de ceux en vigueur dans d'autres monastères. Ce ne peut pas être « l'ancienne règle » tout court, que nous disions plus haut; dans ce cas on n'aurait pas fait de distinction entre les monastères qui suivaient la règle de Saint-Marc et ceux qui ne la professaient pas. Un second indice est le suivant: Humbert de Romans, devenu maître de l'Ordre en 1254, parle d'une multiplicité et d'une variété de constitutions; viserait-il seulement les deux codes législatifs, conservés l'un dans les statuts des Pénitentes, l'autre dans ceux de Montargis? On sera plus proche de la vérité, croyons-nous, en admettant que plusieurs monastères ou groupes de monastères s'étaient donnés, par l'entremise de leurs provinciaux, des constitutions propres en ce sens qu'on ajoutait quelques ordonnances particulières à la base légale commune, dont on conserve la forme substantielle dans les statuts des Pénitentes.

Quoiqu'il en soit de ce dernier point, Humbert jugea l'état de choses assez fâcheux et nuisible au bon gouvernement des sœurs pour rendre nécessaire l'unification de leurs constitutions. Ici commence

⁶⁵ Simon, o. c. 167: De recipiendis fratribus et conversis.

⁶⁶ Grundmann, o. c. 233 ss.

la troisième et dernière phase dans l'évolution de la législation des sœurs. Le 27 août 1257 Humbert se fit donner par le pape l'ordre d'élaborer des constitutions nouvelles, obligatoires pour tous les monastères soumis à la juridiction de l'Ordre⁶⁷. La tâche n'était pas difficile. Humbert prit comme base les constitutions de Montargis, y opéra quelques changements imposés par le caractère universel de la nouvelle règle, et l'année suivante celle-ci était prête⁶⁸. Sa promulgation comme loi unique et officielle eut lieu au chapitre général de Valenciennes en 1259⁶⁹.

La législation des sœurs fut ainsi définitivement fixée. Sous peine d'être exclus de l'Ordre, les monastères dominicains devaient abandonner désormais leurs anciennes règles ou constitutions et conformer leur vie aux nouveaux statuts⁷⁰. L'idéal était beau, mais la réalisation se heurtait à des difficultés pratiques. On se rendit vite compte que la nouvelle règle, précisément à cause de son caractère universel, était trop générale sur certains points, trop imprécise sur d'autres ou ne tenait pas suffisamment compte des conditions sociales des différents monastères. Ce point ne pouvait pas échapper à maître Humbert, qui, sage et prudent, permit aux provinciaux d'introduire dans

⁶⁷ Finke, *Ungedruckte Dominikanerbriefe*, 53 n. 5.

⁶⁸ Les constitutions des sœurs datent probablement de 1257-58. Au chapitre général de Toulouse, 1258, les pères capitulaires ordonnent: *in parasceve per totum diem in pane et aqua abstinebimus* (Mon. O. P. hist. III, 90). Or cette constitution ne se lit pas dans les statuts officiels d'Humbert; la loi s'applique pourtant aussi aux sœurs; cf. Ritzinger-Scheeben, *Beiträge*, 29.

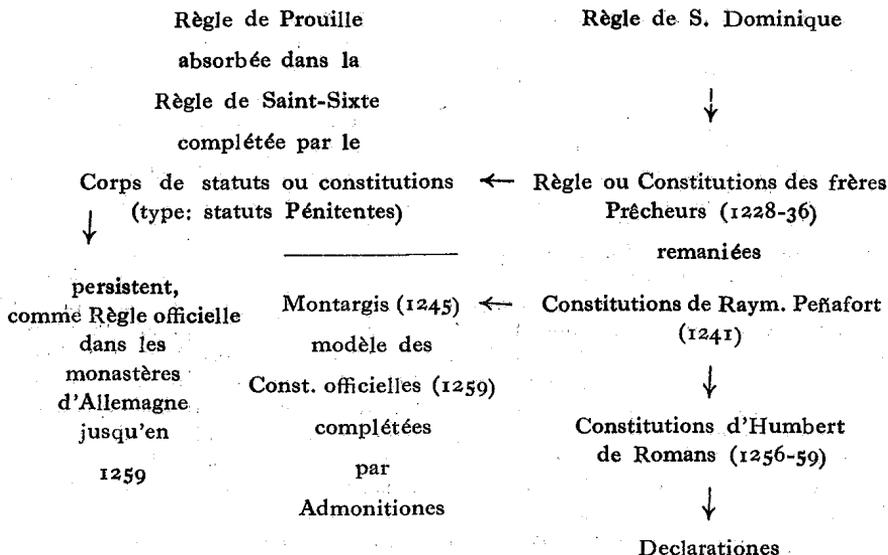
⁶⁹ Reichert, *Litterae encyclicae*, 50. — Les constitutions officielles des sœurs sont publiées dans *Analecta s. O. P. III* (1897) 337-348. Les arguments en faveur de leur authenticité nous semblent assez forts pour dissiper le doute que Grundmann émit à leur égard (o. c. 208 note 221). D'abord les constitutions publiées dans les *Analecta* sont antérieures à 1258; cf. note précédente; ensuite tous les livres de constitutions de sœurs que nous avons pu retrouver, conservent le texte qu'on lit dans les *Analecta*; p. ex. Rome, Bibl. Vat., Vat. lat. 7651 ff. 40-56^v; Paris, Nat. nouv. acq. 772 ff. 163-184; Florence, Nat. (S. M. Nov.) G. 3. 451 ff. 66^r-69^v; Vienne (Autriche) Nat. 1507 ff. 163-169; Gand, Bibl. Univ. 378. Il serait vraiment étonnant que tous les exemplaires de la règle officielle eussent disparu alors qu'on conserve encore tant de copies d'une règle qui depuis 1259 n'avait plus de force constitutionnelle. Enfin le provincial d'Allemagne semble entendre aussi le texte publié dans les *Analecta* comme étant celui des constitutions officielles d'Humbert, car les passages qu'il cite « de la nouvelle règle » se lisent de fait dans les constitutions éditées dans les *Analecta*. Observons toutefois que ces dernières ne donnent pas un texte critique de la règle d'Humbert. L'édition a été faite d'après un seul manuscrit, celui du cod. Ruthen. ff. 49^r-57^v (p. 97-114) des Arch. gén. de l'Ordre à Rome (XIV. A. 4).

⁷⁰ Reichert, *Litterae encyclicae*, 52: *si que vero nollent huiusmodi formam recipere pro sororibus ordinis minime habeantur*.

les monastères soumis à leur juridiction, une série d'ordonnances, « Admonitiones » qui régleraient jusque dans les détails la vie des religieuses ⁷¹. Ces « Admonitiones » n'étaient pas à proprement parler des constitutions nouvelles, pas plus que les « Declarationes » dans la législation des frères, dont elles étaient le pendant; aussi évita-t-on soigneusement de les appeler ainsi. Mais elles n'en étaient pas moins une loi supplémentaire, l'équivalent des statuts, qu'on avait inventés autrefois pour expliciter ou compléter l'ancienne règle de Saint-Sixte.

Seulement, à la différence de ces derniers, les « Admonitiones » ne se formèrent jamais en corps juridique, capable de remplacer un jour la règle officielle d'Humbert. Elles étaient trop particulières pour cela, limitées qu'elles étaient à une province déterminée, et par suite sans portée universelle. Pareille éventualité était d'ailleurs exclue par le fait que la règle d'Humbert satisfaisait pleinement le désir des sœurs de se conformer en tout à la vie des frères, désir et tendance qui étaient à l'origine des premiers statuts complémentaires de la règle de Saint-Sixte.

Ainsi s'acheva l'évolution de la législation des sœurs. Le schéma suivant nous permettra de marquer la place importante qu'y occupent les constitutions de Montargis.



⁷¹ Voir les « Admonitiones » du provincial d'Allemagne; Ritzinger-Scheeben, *Beiträge*, 13-21; 25-39. Des « Admonitiones » semblables se conservent encore dans le ms. G. 3. 451 ff. 69^v-70^r de la Bibl. Nat. (S. M. Nov.) de Florence; ms. 1507 ff.

Les constitutions de Montargis et la règle officielle de 1259.

Nous avons dit plus haut que les constitutions de Montargis sont à la base de la législation, imposée en 1259 par maître Humbert à tous les monastères soumis à la juridiction de l'Ordre. Il suffit pour s'en convaincre de confronter les deux législations: celle de 1259 est manifestement rédigée sur le modèle de Montargis, preuve l'identité de structure et surtout l'identité littérale de la plupart des chapitres communs aux deux codes. H. Grundmann⁷² rattacha le premier la règle officielle des sœurs aux constitutions des frères Prêcheurs (1256-9), rompant ainsi avec la tradition d'après laquelle celle-là sortit directement de la règle de Saint-Sixte. Il remarqua très justement qu'il y a discontinuité entre la règle de Saint-Sixte et la nouvelle, tandis que cette dernière montre une ressemblance frappante avec la législation des frères. Mais M. Grundmann ne connaissait pas les statuts de Montargis; autrement il aurait remarqué que les passages de la règle officielle de 1259 qui regardent exclusivement les sœurs, provenaient des statuts de Montargis. Les parties communes à la règle officielle des sœurs et à celles des frères se retrouvent également dans la règle de Montargis; ce n'est pas étonnant, puisque la règle des frères et celle de Montargis dérivent d'une même source: les constitutions de Raymond de Peñafort⁷³.

Ce point éclairci, examinons les divergences qui séparent les constitutions de Montargis de celles de 1259. Il est inutile, en effet, de nous arrêter aux points communs; cela nous amènerait, étant donné l'identité presque complète, à un exposé systématique de la législation même des sœurs, qui déborderait le cadre de cette étude. L'important pour nous est de savoir dans quel sens la législation a évolué depuis 1245 et de discerner la part d'Humbert de Romans dans la dernière rédaction.

Parmi les divergences, il faut noter en premier lieu, les cinq nouveaux chapitres, qu'Humbert introduit dans les constitutions officielles. Ce sont les chapitres: 1) de *communitate rerum*; 2) de *media culpa*; 3) de

169^r-170^r de la Bibl. Nat. de Vienne (Autriche). D'après le P. Ligiez, on conserve un fragment de ces dernières dans le cod. Ruthen. miscel. XIV. A. 4 f. 5^v des Arch. Gén. de l'Ordre à Rome. Cf. Planzer, *De codice Ruthenensi*, 21.

⁷² Grundmann, o. c. 298.

⁷³ Voir le schéma à la page précédente.

apostatis; 4) de edificiis; 5) de concessione domorum ⁷⁴. Ces additions s'expliquent aisément. Depuis 1245 les monastères s'étaient rapidement développés, d'autres besoins s'étaient manifestés qu'une législation comme celle de Montargis, faite pour un monastère à ses débuts, ne pouvait pas prévoir. De là des prescriptions nouvelles sur l'organisation matérielle du monastère, sur l'administration du temporel, sur la construction des édifices avec tout ce qui s'y rapporte comme la forme des parloirs, des grilles etc. La tension qui s'était produite les dernières années entre sœurs et frères, réclamait également des mesures de précaution en ce qui regardait la fondation de nouvelles maisons. On ne s'étonnera pas non plus qu'Humbert ait introduit dans sa règle un chapitre spécial sur les apostates; sa longue expérience a dû lui apprendre beaucoup sur ce point. La seule innovation qui surprend est le changement dans le code pénal. Pourquoi a-t-il introduit la coulpe moyenne, distincte de la «culpa levis»? Cette distinction, propre aux statuts de Prémontré, n'avait jamais été admise par les législateurs de l'Ordre ⁷⁵; Montargis non plus ne l'avait pas adoptée dans ses statuts ⁷⁶. La nouveauté est due probablement à l'influence de l'ancienne règle des sœurs ⁷⁷; celle-ci distingue en effet la coulpe moyenne de la coulpe légère, distinction qu'on retrouve aussi dans la règle de Saint-Sixte ⁷⁸.

Et voici une seconde divergence: la règle officielle ne contient plus de chapitre spécial sur les soeurs converses. On ne voit pas la raison qui a pu induire Humbert à éliminer ce chapitre de la règle de Montargis. Cette législation était très ancienne, car elle figure dans les premières constitutions des frères ⁷⁹. Humbert a préféré répartir les prescriptions sur différents chapitres, au moins en partie ⁸⁰, car plusieurs ont entièrement disparu de la nouvelle règle ⁸¹.

⁷⁴ *Analecta* III (1897) 341 (chap. 11); 344 (chap. 18); 345 (chap. 22); 346 (chap. 28); 348 (chap. 31).

⁷⁵ Voir les anciennes constitutions en vigueur sous Jourdain de Saxe, Raymond de Peñafort et Humbert de Romans; Denifle, *Archiv*, I, 205; Scheeben, *Die Konstitutionen*, 60 ss.; Denifle, *Archiv*, V, 544; *Analecta* III (1897) 56 ss.

⁷⁶ Voir plus loin dans les statuts de Montargis, chap. de *levi culpa* p. 76.

⁷⁷ Simon, o. c. 164.

⁷⁸ Edition de Denifle, 226; Scheeben, 80.

⁸⁰ Quelques éléments du chapitre 25 (*De conversis*) des statuts de Montargis se trouvent dans les chapitres suivants des constitutions officielles: de *suffragiis mortuorum* (*Analecta*, III, 340); de *recipiendis* (*Anal.* III, 343); de *novitiis et earum instructione* (*Anal.* III, 343).

⁸¹ Voir les prescriptions sur les vêtements des sœurs converses, les prières etc.

D'autres articles, par rapport à la règle de Montargis, ont subi une transformation radicale. Ainsi l'article: « de modo ingrediendi » a été complètement remanié; dans ceux qui regardent le code pénal, l'ordre des coupes est tout à fait changé. Les différences sont telles qu'il est impossible d'indiquer, même sommairement, les points de divergence. D'autres chapitres enfin ne présentent que des modifications légères comme l'omission ou l'addition d'une phrase; mais du point de vue historique elles méritent d'être signalées. En premier lieu, la nouvelle règle ne prescrit plus les oraisons privées à l'heure du lever; Montargis les avait introduites à la place du petit office de la Sainte Vierge que les frères disaient le matin mais que les sœurs devaient désormais réciter dans l'église⁸². Ces oraisons ne sont pas abolies pour autant, car on pourra vaquer à ses dévotions privées après matines et complies⁸³. Dans le chapitre: « de inclinationibus », la règle de 1259 prescrit une nouvelle génuflexion: « ad inceptionem antiphone de beata virgine quod dicitur post completorium »⁸⁴. On remarquera que les constitutions des frères de 1256 ne la mentionnent pas encore. Ajoutons encore les changements qu'Humbert apporte dans les chapitres: « de tonsura et lavatura capitum ». Au lieu de quatre fois l'an (Montargis), les sœurs pourront désormais se faire couper les cheveux sept fois, aux jours que la supérieure déterminera. Plus large sur ce point, Humbert est au contraire plus sévère sur d'autres: au lieu de quinze fois, les sœurs ne pourront plus se laver la tête que sept fois⁸⁵.

Signalons encore quelques exemples de ce changement d'esprit dans la nouvelle règle. A Montargis on acceptait les postulantes dès l'âge de sept ans; et on pouvait faire profession à douze⁸⁶. Dans les constitutions de 1259 on n'indique plus un âge précis pour les postulantes — il suffit qu'elles ne soient pas excessivement jeunes — et pour la profession on exige 13 ans⁸⁷. Il est intéressant aussi de noter

⁸² Constitutions des frères: *Audito primo signo surgant fratres, dicendo matutinas de beata virgine*; Montargis: *Audito primo signo surgant sorores dicendo submisse aliquas orationes privatas*; Constitutions des sœurs de 1259: *Audito primo signo surgant sorores cum matura festinacione, religiose et honeste se preparando*. — Remarquons que l'éditeur des constitutions des sœurs (Anal. III, 339) lit faussement « prius » au lieu de « post matutinas ».

⁸³ Anal. III, 339, lectio 2.

⁸⁴ Anal. III, 339 lectio 4.

⁸⁵ Anal. III, 341.

⁸⁶ Voir plus loin, de recipiendis, p. 73.

⁸⁷ Anal. III, 342, 343. — Notons en passant que la législation de 1259, tout en retardant d'un an la profession, n'a pas retardé d'un an le droit de vote dont

qu'Humbert écarte l'usage qui existait à Montargis de faire bénir les sœurs par l'évêque après leur profession. Cet usage doit être aboli, dit-il, parce que nuisible à la bonne entente⁸⁸.

Il reste un mot à dire sur les changements effectués dans les chapitres sur les coupes. Dans la nouvelle règle, l'énumération et la description des coupes est plus précise et plus logique. On remarque aussi quelques nouvelles « fautes » dans les chapitres sur les coupes légères, moyennes ou graves⁸⁹. A première vue on les croirait assez nombreuses, mais ce n'est pas le cas; plusieurs de ces nouvelles « fautes » figurent déjà dans les statuts de Montargis mais sous d'autres rubriques, p. ex. dans le chapitre « De vestitu »⁹⁰. Humbert les a insérées dans les chapitres sur les coupes, où elles sont à leur place.

Voilà à peu près les innovations importantes qu'Humbert de Romans introduisit dans la législation de 1259. Elles ne sont pas très nombreuses quand on les compare au fond commun des deux législations. On les constatera cependant avec intérêt, car elles font voir dans quel esprit évolua la législation des sœurs dominicaines.

Importance des constitutions de Montargis pour la reconstitution du texte primitif de la législation de Raymond de Peñafort

Les constitutions de Raymond de Peñafort, publiées par le P. H. Denifle, ne représentent pas le texte original de la législation officielle de 1241. Le P. Denifle les dégagea des constitutions d'Humbert de

jouissent les sœurs de Montargis après leur profession. Sorores autem post professionem suam et non ante ad electionem priorisse admittantur (chap. 20). Ce point de la loi resta en vigueur dans les constitutions des sœurs de 1239. A la suite d'une fausse leçon dans l'édition de ces dernières: sorores anno post professionem suam et non ante (Anal. III, 346), on a cru que seules les sœurs ayant un an de profession, eurent droit de vote dans l'élection de la prieure; cf. Mortier, Histoire des maîtres généraux, I, 539-40. Mais dans le cod. Ruthenen. XIV A. 4 f. 110^v qui sert de base à l'édition, on lit certainement: autem. De même dans le ms. G. 3. 451 de la Bibl. Nat. de Florence (communication du P. Tim. Centi). Cette dernière leçon se trouve confirmée dans les dîres du provincial d'Allemagne (Avertissements aux sœurs de sa province): quamvis constitutio non excipiat aliquas, sed dummodo sint professae, statim possunt eligere priorissas et eligere recipiendas; cf. Ritzinger-Scheeben, Beiträge, 33.

⁸⁸ Anal. III, 343: de professione.

⁸⁹ P. ex.: si qua sororem proprio nomine nominare obmisso hoc nomine soror in usu habuerit; Anal. III, 344.

⁹⁰ Montargis, chap. de vestitu: sorores sine speciali licentia priorisse quibuscumque hominibus munuscula non dent nec ab ipsis recipiant. Si qua autem contrarium fecerit, pene gravis culpe subiacebit. Cf. Constitutions de 1259, Anal. III, 345: de graviore culpa. On voit que la faute est devenue plus grave dans la nouvelle règle.

Romans en éliminant toutes les additions postérieures à 1241, mais il n'obtint de la sorte que le fond substantiel des constitutions de Raymond de Peñafort. Le point faible de cette méthode était qu'on n'arrive pas ainsi à fixer la leçon primitive des anciennes ordonnances qui venaient d'être remplacées par celles, définies aux chapitres généraux de 1242-1256⁹¹. Les actes des chapitres ne suffisent pas non plus pour combler cette lacune, car on n'y indique souvent que les deux ou trois premiers mots de l'ancien texte législatif. On pouvait recourir aux constitutions en vigueur sous Jourdain de Saxe avec lesquelles le texte de s. Raymond montrait beaucoup de ressemblance. Mais cette méthode, légitime pour l'ensemble, n'était pas applicable au détail. Grâce aux constitutions de Montargis on pourra désormais affirmer avec certitude que telle ordonnance particulière de l'ancienne règle a été effectivement conservée dans la règle de Raymond de Peñafort, dont la législation des sœurs de Montargis dérive en droite ligne. Si donc un texte législatif de l'ancienne règle se retrouve dans les statuts de Montargis, c'est qu'il a figuré aussi dans les constitutions de s. Raymond. Ainsi dans le chapitre des coupes légères, les constitutions des frères de 1256 disent: clamatis vel proclamantibus se de supradictis, detur penitentia secundum quod prelato videbitur expedire⁹². Cette constitution⁹³, qui date de 1251, est postérieure à la rédaction des statuts de Montargis. Que disait-on à sa place dans celles de s. Raymond? Les anciens statuts, antérieurs à l'année 1241, disent: clamatis de supradictis et veniam petentibus iniungitur unus psalmus vel duo vel cum psalmo disciplina vel amplius secundum quod prelato videbitur expedire⁹⁴. Les statuts de Montargis nous garantissent que cette leçon fut conservée dans la règle de Raymond de Peñafort, où on lit à la fin du chapitre sur les coupes légères: clamatis de supradictis et veniam petentibus iniungitur unus psalmus vel duo vel cum psalmo disciplina vel amplius secundum quod illi que preest videbitur expedire⁹⁵. Voilà donc, dûment attestée, une leçon authentique des constitutions de Raymond de Peñafort.

⁹¹ Denifle fit déjà la remarque: Freilich haben wir auch jetzt noch nicht eine absolut vollkommene Anschauung der Constitutionen Raimunds gewonnen, da dasjenige was gestrichen wurde, nicht mehr im Texte steht; cf. Denifle, Archiv, V, 533.

⁹² Anal. III, 57; Denifle, Archiv, V, 545.

⁹³ Mon. O. P. hist. III, 55.

⁹⁴ Denifle, Archiv, I, 207; Scheeben, Die Konstitutionen, 62.

⁹⁵ Voir plus loin p. 77.

Les statuts de Montargis sont appelés à rendre encore d'autres services. On sait que Raymond de Peñafort n'a pas conservé partout le texte des anciennes constitutions; il l'a modifié en certains points et surtout il en a changé la disposition. On n'obtiendra donc pas toujours la forme primitive de la règle de 1241, en substituant le texte de l'ancienne règle à celui qu'on a introduit plus tard dans les constitutions des frères d'Humbert de Romans. Ainsi les constitutions d'Humbert disent à propos des péchés de la chair: si quis autem, quod deus avertat, in peccatum carnis lapsus fuerit, ipsum non solum supradicta pena sed gravius puniendum censemus⁹⁶. Cette prescription vient à la fin du troisième paragraphe sur les «culpe graviore» et a été introduite, dans sa forme actuelle, au chapitre général de 1251⁹⁷.

Or voici ce qu'on lit dans les constitutions d'avant 1240, après la description de la pénitence due aux «culpe graviore», identique à celle des constitutions d'Humbert: «eodem modo penitere debet qui rem sibi collatam receperit de his que prohibentur recipi; si collatam celaverit quod beatus Augustinus furti iudicio dicit esse condemnandum; vel si in peccatum carnis quis lapsus fuerit quod gravius ceteris puniri censemus»⁹⁸. La transition: «eodem modo penitere debet» manque, comme on voit, chez Humbert. D'autre part, en examinant le contexte, on voit que les deux premières fautes énumérées dans l'ancienne règle, sont déplacées dans celle de 1256 et y figurent au commencement du chapitre sur les «culpe graviore». Quel était donc le texte et l'ordre dans les constitutions de s. Raymond? Montargis, qui s'en inspire, ordonne après la description de la faute grave: «eodem modo penitere debet si qua, quod absit, in peccatum carnis lapsa fuerit quod gravius ceteris puniri censemus et plus quam omnia abominamur»⁹⁹. Comme les statuts de Montargis dérivent des constitutions de s. Raymond, leur texte représente approximativement la forme authentique de la règle de 1240. On lisait donc presque certainement dans les constitutions de s. Raymond: Non vocetur ad aliquod officium in ecclesia... Eodem modo penitere debet etc.

Pour apprécier à sa valeur la force de l'argument, il faut évidemment l'étudier dans le contexte de la législation sur les fautes graves dans les trois livres de constitutions. On verra, en rapprochant les

⁹⁶ Anal. III, 59; Denifle, Archiv, V, 547.

⁹⁷ Mon. O. P. hist. III, 55.

⁹⁸ Denifle, Archiv, I, 209; Scheeben, Die Konstitutionen, 64.

⁹⁹ Voir plus loin p. 78.

textes, que les statuts de Montargis reflètent la forme originale des constitutions de s. Raymond. Assurément, il faut appliquer cette méthode de reconstitution avec prudence et circonspection¹⁰⁰. Les statuts de Montargis sont une adaptation, non une copie pure et simple des constitutions de Raymond de Peñafort. Mais le danger de se méprendre n'est pas aussi grand qu'on pourrait penser. A de rares exceptions près, la règle de Montargis suit fidèlement le texte de la législation de 1241; on peut donc s'en servir sans crainte pour reconstituer, en des cas particuliers, le texte original des constitutions de Raymond de Peñafort.

[**Consuetudines sororum monasterii beati Dominici de Monte-Argi**]

(ms. La Haye, Bibl. royale, 70. H. 66, ff. 1^r-18^r)

Quoniam ex precepto regule iubentur sorores nostre habere cor unum et animam unam in domino, iustum est ut que sub una regula et unius professionis voto vivunt, uniformes in observantiis canonice religionis inveniantur quatinus unitatem que interius servanda est in cordibus, foveat et representet uniformitas exterius servata in moribus. Quod profecto eo competentius et plenius poterit observari, si ea que agenda sunt scripto fuerint commendata, si omnibus qualiter sit vivendum scriptura teste innotescat, si¹ mutare vel addere vel minuere nulli [quicquam] propria voluntate liceat, ne si minima negligant paulatim defluant. Ad hec tamen in conventu suo que preest, dispensandi cum sororibus habeat potestatem, cum sibi aliquando videbitur expedire, nisi in hiis in quibus magister ordinis fratrum predicatorum vel prior provincialis francie vel eorum vicarius ex causa ad certum tempus aliter ordinaret. Priorissa etiam utatur dispensationibus sicut alie sorores. Ut igitur unitati et paci sororum provideatur, declaratum est ut constitutiones earum tam presentes quam future non obligent sorores ad culpam, sed ad penam tantum, nisi propter preceptum vel contemptum.

Librum autem istum quem librum consuetudinum appellamus, diligenter conscripsimus, in quo infrascripta capitula continentur.

De officio ecclesie. I.

De inclinationibus. II.

De suffragiis mortuorum. III.

¹⁰⁰ Scheeben, *Die Konstitutionen*, 17.

¹ ms. ut.

- De ieiuniis. IIII.
- De cibo. V.
- De collatione. VI.
- De infirmis. VII.
- De minutione et tonsura. VIII.
- De lectis. IX.
- De vestitu. X.
- De communione et lavatura. XI.
- De silentio. XII.
- De recipiendis. XIII.
- De novitiis et earum instructione. XIII.
- De professione. XV.
- De levi culpa. XVI.
- De gravi culpa. XVII.
- De graviori culpa. XVIII.
- De gravissima culpa. XIX.
- De electione priorisse et institutione subpriorisse. XX.
- De cellararia. XXI.
- De circatricibus. XXII.
- De doctrina et labore. XXIII.
- De capitulo cotidiano. XXIII.
- De conversis. XXV.
- De modo ingrediendi. XXVI.

De officio ecclesie. I.

Audito primo signo surgant sorores, dicendo submisse aliquas orationes privatas. Matutinas autem et missam et omnes horas tam canonicas quam de beata virgine simul audiant sorores nostre, nisi cum aliquibus ex causa fuerit ab ea² que preerit aliter dispensatum. Hore in ecclesia tractim et distincte taliter dicantur ne sorores devotionem amittant, et alia que facere habent minime impediatur. Quod ita dicimus esse faciendum, ut in medio versus metrum cum pausa servetur, non protrahendo vocem in pausa vel in fine versus. Hoc tamen magis et minus, pro tempore observetur. Totum officium ordinis fratrum predicatorum tam diurnum quam nocturnum, quod pro tempore fuerit, sorores habeant. Tempore vero quo bis reficiuntur sorores, legatur ante completorium in ecclesia lectio: fratres sobrii estote³ et cetera. Postea dicto ab ea que preest, adiutorium nostrum in nomine domini et facta confessione dictoque completorio, ebdomadaria aquam aspergat

² ms. alia.

³ Les constitutions officielles de 1259 ont adapté le texte aux sœurs: sorores sobrie estote.

benedictam. Postea dicatur pater noster et credo in deum, quod etiam fieri debet ante primam et ante matutinas. Post completorium autem et post matutinas, poterunt sorores vacare orationi et contemplationi. Ad omnes horas non habeant nisi unam campanam.

De inclinationibus. II.

Cum sorores in chorum intraverint, inclinent ante altare profunde. Et cum ad sedes suas venerint, facto signo ab ea que preest, flexis genibus vel inclinate profunde pro tempore dicant pater noster et credo in deum. Iterum facto signo ab eadem, surgant. Hora itaque devote incepta, verse ad altare muniant se signo crucis et ad gloria patri inclinet chorus contra chorum profunde, vel prosternat se pro tempore usque ad sicut erat. Hoc etiam faciendum est quotiens pater noster et credo in deum dicuntur, nisi in missa et ante lectiones et gratiarum actiones. Idem autem faciendum est ad primam collectam in missa et [ad] postcommunione et similiter ad orationem pro ecclesia et in singulis horis ad collectam et ad gloria patri, quotiens in inchoatione hore dicitur. Ad omnia autem alia gloria patri et ad extremos versus hymnorum et ad penultimum versum cantici benedicite inclinent usque [ad] genua. Et quando cantatur gloria in excelsis, ad suscipe deprecationem nostram et ad credo in missa, ad homo factus est. Et iterum in benedictione lectionis. Iterum in capitulo ad orationem sancta maria et in omni oratione quando nomen beate virginis nominatur. Hora itaque predicto more incepta, postquam ad gloria post venite inclinaverint, stet chorus contra chorum. Deinde ad primum psalmum sedeat unus chorus et ad secundum stet et sedeat alter chorus. Et sic alternent usque ad laudate dominum de celis et sic faciant ad omnes horas. Porro ad salve sancta parens et veni sancte spiritus, flectant genua. In ferialibus autem diebus prostrate iaceant a sanctus usque ad agnus. In festis autem trium vel novem lectionum, iaceant ab elevatione corporis domini usque ad pater noster. In prostrationibus idem servetur in festo trium lectionum et novem. Quando vero que preest iniunxerit aliquam communem orationem, inclinent omnes. Similiter omnes faciant quibus aliquid facere vel dicere iniunxerit. Si autem aliquam obedientiam vel officium vel ministerium aliquod alicui iniunxerit, humiliter prosternens se suscipiat quod iniunctum fuerit ei. Quando etiam sororibus quippiam tribuitur, profunde inclinantes, benedictus deus in donis suis dicant.

De suffragiis mortuorum. III.

A festo sancti dyonisii usque ad adventum pro anniversario fratrum et sororum, litterate psalterium, converse quingenta pater noster dicant. Idem faciat quelibet sororum pro sorore defuncta sui conventus. Et idem fiat pro

magistro ordinis et pro priore provinciali defunctis. Idem etiam fiat pro visitatore earum si in visitatione moriatur. Anniversarium patrum et matrum tertia die post purificationem beate marie, anniversarium benefactorum die crastina post octavas beati augustini, anniversarium vero fratrum et sororum in crastino sancti dyonisi est faciendum.

De ieiuniis. IIII.

A pascha usque ad festum sancte crucis reficiantur bis sorores, exceptis diebus rogationum et sextis feriis et vigilia pentecostes et ieiuniis quatuor temporum et vigilia beati iohannis baptiste, petri et pauli, iacobi et laurentii, assumptionis beate marie et beati bartholomei. A festo autem exaltationis sancte crucis, continuum teneant ieiunium, usque ad pascha. Et nona dicta comedant, exceptis diebus dominicis. In toto autem adventu quadragesimali utantur cibo et ieiunent⁴. Et similiter in omnibus sextis feriis et secunda et tertia feria proximis post quinquagesimam, nisi cum aliqua ex causa dispensetur, vel nisi precipuum festum fuerit. Precipuum autem festum dicimus semiduplex vel duplex.

De cibo. V.

Hora competenti ante prandium vel cenam a sacristissa paucis ictibus campana pulsetur, ut sorores ad refectionem venire non tardent. Postmodum pulsetur cymbalum si cibus est paratus, alioquin non pulsetur, donec paratus sit. Ablutis vero manibus nolan refectorii que preest pulset, et tunc sorores ingrediantur. Quibus ingressis, dicat benedicite que dicit versiculos et conventus prosequatur benedictionem. Servitricibus autem incipiant ab inferioribus usque ad mensam priorisse ascendentes. Nulla soror a prima mensa remaneat preter servitricibus, nisi de licentia. Quotquot autem remanserint comedant in secunda mensa, ita quod terciam facere non oporteat. Nulla fiat pytantia servitricibus vel ministris que non fit conventui, nisi de licentia illius que preerit. Soror non mittat sorori pytantiam, excepta priorissa. Tamen sibi datam [dare] potest a dextris et a sinistris. Priorissa comedat in refectorio et cybariis conventus sit contenta. Similiter infirmarie, servitricibus hospitum et alie sorores, nisi cum aliquibus priorissa dispensaverit

⁴ Le copiste a sauté probablement, par une faute classique d'homéotéleutie, le passage suivant qu'on lit dans les Constitutions des sœurs de 1259 et qui remonte à travers les statuts de Montargis aux constitutions de Raymond de Peñafort. In toto autem adventu quadragesimali utantur cibo et ieiunent et similiter in ieiuniis quatuor temporum et in vigiliis ascensionis, pentecostes, sancti iohannis baptiste, petri et pauli, beati laurentii, assumptionis beate marie, mathei, symonis et iude, omnium sanctorum et beati andree, similiter in omnibus sextis feriis... (Analecta III, 340; Denifle, Archiv, V, 538).

ob aliquam causam, ut extra conventum aliquando comedant. Pulment[a] sint semper sine carnibus in conventu, Singulis diebus si fieri potest et expedit, duo cocta pulmenta habeant sorores. Poterit autem priorissa superaddere prout opus esse iudicaverit et facultas permiserit. Si qua iuxta se sedenti viderit aliquid deesse de communi, requirat a cellararia vel ministra. Si qua de sororibus serviendo vel comedendo in aliquo offenderit, surgentibus sororibus veniam petat et facto signo ab ea que preest redeat ad locum suum.

De collatione. VI.

Tempore ieiunii hora competenti, sacristissa ad collationem signum faciat. Postea cymbalum refectoraria pulset; deinde sororibus venientibus in refectarium, legat lectrix premissis iube dompne benedicere, et sequatur benedictio, Noctem quietam et cetera. Infra lectionem vero poterunt bibere que voluerint, facto signo ab ea que preest, et dicto benedicite a lectrice dataque benedictione ab ebdomadaria, largitor omnium bonorum et cetera. Finita lectione, dicat que preest adiutorium nostrum et cetera. Et tunc cum silentio intrent sorores ecclesiam. Quecumque bibere voluerit extra horam, licentiam petat et unam sociam accipiat.

De infirmis. VII.

Circa infirmas caveat ne sit negligens priorissa. Sic enim procurande sunt infirme⁵ ut citius releventur, sicut dicit in regula beatus augustinus. Poterunt autem quedam vesci carnibus prout earum gravior exigit infirmitas vel debilitas, secundum quod priorisse visum fuerit. Si qua talem infirmitatem habuerit que nec eam debilitet multum, nec comedendi turbet appetitum, talis nec super culcitram iaceat, nec consuetudinaria ieiunia frangat, nec cibos refectorii mutet. In domo non sint nisi duo loca, in quibus comedant debiles vel infirme, unus carniū et alius aliorum ciborum, nisi sit evidens utilitas aut urgens necessitas. Si autem priorissam infirmari contigerit, in infirmaria cum aliis procuretur.

De minutione et tonsura. VIII.

Minutio quater in anno fiat. Prima in mense septembri⁶, secunda post natale, tertia post pascha, quarta circa festum beati iohannis baptiste, et eisdem terminis sorores tondeantur. Preter has minutiones et tonsuras nulla sibi minuatur, nulla sibi tondeatur nisi discretio priorisse propter aliquam cau-

⁵ *ms.* procurandi, infirmi.

⁶ *ms.* septembris.

sam iudicaverit aliter aliquando esse faciendum. Minute extra refectorium cum silentio comedant, et secundum quod facultas domus permiserit commodius procurantur. Causa vero minutionis tantum, non comedant carnes.

De lectis. IX.

Super culcitrās non dormiant sorores, nisi in infirmitorio cum gravior infirmitas hoc requisierit. Super stramina et laneos et saccones dormire licebit, cum tunica et caligis cincte dormiant. Nulla que in communi tolerari possit, habeat locum spetialem ad iacendum, nisi forte propter rerum custodiam, et tamen sola non iaceat.

De vestitu. X.

Vestes laneas, honestas et albas et non nimis preciosas deferant sorores, preter mantellum quod debet esse nigrum. Pelliceum vero inter duas tunicas habeant, quod aliquantulum tunicis brevius sit. Lintheamina in infirmaria non habeantur, nisi priorissa cum aliqua propter gravem infirmitatem iudicaverit dispensandum. Pelliceis et coopertoriis silvestribus sorores non utantur. Tunice usque ad talos, scapularia vero sine quibus non vadant, sint tunicis breviora. Tunicas, caligas et soccos habeant sorores ut necesse fuerit, et facultas permiserit. Item sorores sine speciali licentia priorisse, quibuscumque hominibus munuscula nec dent, nec ab ipsis recipiant. Si qua autem contrarium fecerit, pene gravis culpe subiacebit.

De communione et lavatura. XI.

Communio fiat hiis terminis: prima in nativitate, secunda inter nativitatem et purificationem partito tempore, tertia in purificatione, quarta inter purificationem et pascha, quinta in cena domini, sexta inter pascha et pentecostem, septima in pentecoste, octava inter pentecostem et festum petri et pauli, nona in festivitate eorundem, decima in festivitate sancte marie magdalene, undecima in assumptione beate virginis, duodecima in nativitate eiusdem, terciadecima in festo sancti dyonisii, quartadecima in festo omnium sanctorum, quintadecima in festo beati andree. Isti autem termini poterunt anticipari vel prolongari prout priori provinciali vel vicario videbitur expedire. Capita vero sororum eisdem terminis laventur.

De silentio. XII.

Silentium teneant sorores in oratorio, in claustro, in dormitorio, in refectorio, nisi forte silenter et breviter aliquid loquantur ob aliquam necessitatem. Alibi vero loqui poterunt de licentia speciali prout et quantum fuerit eis concessum. Infirmas vero non decumbentes a prandio usque ad vespertas silentium teneant. Similiter et post signum quod fit post completorium. A

minutis etiam post primam diem sue minutionis, idem similiter observetur. Si qua tamen de necessariis unam orationem submisit protulerit, non teneatur de silentii fractione. Caveat autem priorissa ne sit facilis ad dandas licentias sine causa. Omnes sorores ubique in mensa silentium teneant, tam priorissa quam alie, excepta una que maior fuerit inter eas, vel alia cui pro se loqui commiserit et tunc ipsa taceat. Nulla autem aliarum ibidem loquatur, nisi necessaria mense petendo, et hoc per unicam orationem. Si qua autem hoc silentium fregerit ex proposito, vel licentiam loquendi dederit, in uno prandio aquam puram bibat absque dispensatione, et unam disciplinam in capitulo accipiat, exceptis infirmis decumbentibus. Hora laboris vel hora lectionis nulli detur licentia loquendi nisi in locutorio, si queratur ab extraneis, nisi esset aliqua necessitas vel utilitas secundum iudicium priorisse. Item quatuor de sororibus magis religiosis et discretis assignentur sine quarum aliqua vel sine priorissa vel subpriorissa nulla licentietur ire ad fenestram locutorii, nec aliquid loquatur ibi soror nisi in eius auditu. Si autem contra fecerit, pene gravi culpe debite subiacebit. Et si pluries fecisse convicta fuerit, pene graviori culpe. Ista autem socia debet accusare illam cum qua mittitur, si in verbo vel gestu, vel aliter in aliquo eam notaverit reprehensibilem. Priorissa autem et subpriorissa cum aliquo in locutorio non loquantur, nisi in presentia alicuius quatuor predictarum vel alicuius antiquarum. Locutorium horis interdictis ad loquendum cum clave claudatur, que a portaria custodiatur. Nulli detur licentia loquendi in locutorio cum extraneis aut intrandi ibidem quamdiu hore vel missa dicantur vel quando conventus dormit vel comedit, nisi ex causa necessaria vel honesta, secundum iudicium priorisse. Ad fenestras confessionum nulla fiat locutio nisi cum confessoribus, immo cum clavibus firmentur quas custodiat priorissa. Nulla autem confiteatur alicui seculari vel alicui cuiuscumque alterius religionis vel etiam fratri nisi de licentia magistri vel prioris provincialis, vel illius cui super hoc secundum certam formam aliquis horum commiserit potestatem. Que autem contra fecerit, pene graviori culpe debite subiacebit. Item ad fenestram rotundam nulla loquatur, nisi illa vel ille que propter aliquod officium ad fenestram sunt deputate. Et ille etiam non loquantur ibi, nisi de pertinentibus ad officium predictum. Pro prima fractione silentii facta ex deliberatione, dicat soror septem psalmos, pro secunda recipiat in capitulo disciplinam, pro tertia sedeat semel in terra et hoc in prandio, non in cena. Computacio autem ista inter duo capitula fiat. Priorissa dare poterit aliquas licentias generales loquendi cellararie, coquinariis sive aliis officialibus, prout ratione officiorum visum fuerit expedire.

De recipiendis. XIII.

Nulla in sororem infra septem annos, nulla ad professionem infra duodecim annos recipiatur. Non recipiatur etiam aliqua nisi cum diligenti exa-

minatione de moribus et vita, et utrum sit coniugata et non per ecclesiam separata a viro, Examinetur etiam diligenter utrum sit gravida, et si non possit de hoc certitudo haberi, expectandum est donec certitudo habeatur. Item queratur ab ea utrum sit serva vel ratiociniis obligata vel alterius professionis vel occultam habens infirmitatem, vel alia habens impedimenta propter que non expediat eam recipi. Hec autem examinatio a priorissa et a duabus sororibus, de communi consensu capituli ad hoc electis, fieri debet. Que cum adducta fuerit in capitulum, prosternat se in medio. Interrogata vero ab ea que preest quid querat, respondeat misericordiam dei et vestram. Qua ad iussum illius que preest erecta, exponat ei austeritatem ordinis, voluntatem eius requirens. Que si respondeat se velle cuncta servare dicat post cetera, dominus qui cepit ipse perficiat. Et conventus respondeat amen. Tunc depositis secularibus vestibus et religiosis indutis, in societatem⁷ sororum in capitulo recipiatur. Verumptamen antequam stabilitatem et communem vitam promittat et obedientiam priorisse faciat, tempus probationis assignetur. Probationis vero tempus statuimus unius anni vel eo amplius, prout illi que preest videbitur expedire ut et ipsa austeritates ordinis et sorores mores experiantur ipsius. Magister autem ordinis vel prior provincialis pensatis facultatibus domus que pro tempore fuerint, aliquem certum numerum sororum statuunt, infra quem priorissa et conventus liberam habeant potestatem recipiendi sorores sicut habent fratres ordinis. Sed ultra numerum taxatum non possint aliquam recipere in sororem, nisi talis esset persona que sine dampno vel scandalo recusari non posset. Et tunc etiam non nisi de consilio magistri vel prioris provincialis vel vicarii recipiatur. Nec alicui de sorore recipienda antequam locus vacaverit promittatur. Priorissa etiam non recipiat aliquam sine consensu totius conventus vel maioris partis eiusdem.

De novitiis et earum instructione. XIII.

Priorissa novitiis magistram diligentem in instructione earum preponat, que eas de ordine doceat, in ecclesia excitet et ubicumque negligenter se habuerint verbo vel signo quantum poterit eas studeat emendare. Necessaria prout potest debet eis procurare. De apertis negligentibus cum ante eam petierint veniam, penitentiam dare vel eas in suo capitulo proclamare. Humilitatem cordis et corporis doceat eas habere iuxta illud, Discite a me quia mitis sum et humilis corde. Frequenter pure et discrete doceat confiteri, sine proprio vivere, propriam voluntatem deserere pro suorum voluntate maiorum prelatorum⁸ obedientiam in omnibus voluntariam observare. Quomodo ubi-

⁷ ms. societate.

⁸ ms. prelatis.

que et in omnibus se habere debeant, ipsas debet instruere. Quod locum ubi posite fuerint, ubique teneant⁹. Quomodo vel quid orent et quam silenter ut aliis rugitum non faciant. Quomodo in capitulo venia vel ubicumque reprehense fuerint ab ea que preest sit facienda. Si qua sororem suam aliquo modo scandalizaverit, ad pedes eius prostrata veniam petat. Instruende sunt etiam novitie ut cum nemine contendere presumant, et in omnibus magistre sue obediant. In processione sociam sibi collateralem attendant, nec loquantur in locis et temporibus interdictis, nec alias sine licentia. Neminem penitus iudicent, sed si qua ab ulla fieri viderint licet mala videantur, bona suspicentur vel bona intentione facta; sepe enim humanum fallitur iudicium. Non loquantur de absente nisi que bona sunt. Disciplinas frequenter suscipiant. Cum duabus manibus bibant et sedendo. Libros et vestes et res alias monasterii, custodiant diligenter. Si quid petatum fuerit ab una earum que presunt, non petatur ab alia, nisi causa exposita. Sed nec si a maiore petierint, vadant ad minorem. Item confessiones novitiarum ante professionem recipiantur et diligenter de modo confessionis et in aliis instruantur.

Item novitie ante professionem de debitis sese expediant, et omnia alia ad pedes priorisse ponant, ut se ex toto absolvant. Item omnes sorores singulis annis semel vel pluries si eis dictum fuerit, omnia sibi commissa priorisse sue exponant pariter et exhibeant, eius dispositioni relinquendo. Nulla etiam cyphum vel vas aliquod, vel aliquid huiusmodi sibi appropriet. Item nulla habeat archam, vel aliquid quod cum clave firmetur, exceptis illis que propter officium suum necesse habent habere. Item nulla mittat vel recipiat sine licentia litteras vel cedula scriptam etiam sine sigillo, nec etiam scriptum aliquod in tabulis vel in cera. Si qua autem contra fecerit, pene gravioris culpe subiacebit. Priorissa etiam cum duabus sororibus quas¹⁰ elegerit cum sibi expedire videbitur, sororibus absentibus scrutetur singulos lectos sororum. Et si ibi inveniant aliquid quod soror sine licentia priorisse habeat, illud accipiat et eam condigne puniat. Item novitie in psalmodia et officio divino studeant diligenter. Item novitie non intersint capitulo, sed magistra earum extra capitulum culpas earum audiat, et ipsas quantum potest diligenter in moribus instruat et caritative corripiat.

De professione. XV.

Modus faciendi professionem talis est: Ego N. facio professionem et promitto obedientiam deo et beate marie et tibi N. priorisse sancti dominici

⁹ *ms.* teneré. — Les constitutions officielles de 1259 ajoutent: qualiter se ad cameras contineant, ut oculos sublimes non habeant (Analecta, III, 343). Le passage se lit aussi dans les constitutions en vigueur sous Jourdain de Saxe et Raymond de Peñafort. Ne l'aurait-on pas sauté ici?

¹⁰ *ms.* qua.

vice magistri ordinis fratrum predicatorum secundum regulam beati augustinii et institutiones sororum, quod ero obediens tibi tuisque successoribus usque ad mortem. Novitiarum autem vestes in earum professione a presbitero benedicantur. Ante professionem non benedicantur sorores, sed post professionem, cum magistro ordinis vel priori provinciali vel eius vicario et priorisse videbitur expedire, faciant eas ab episcopo benedici.

De levi culpa. XVI.

Levis culpa est, si qua mōx ut signum datum fuerit non relictis omnibus cum matura festinatione differat se preparare, ut ad ecclesiam ordinate et compositae quando debuerit veniat. Si qua ad gloria primi psalmi non affuerit, et in medio chori non satisfecerit. Si qua in choro male legendo vel cantando offendens, non statim se coram omnibus humiliaverit. Si qua divino non intenta officio, vagis oculis et motu irreligioso levitatem mentis ostenderit. Si qua in ecclesia vel dormitorio vel alibi aliquid inquietudinis fecerit. Si qua in choro riserit, vel alias ridere fecerit. Si qua lectionem statuto tempore non previderit. Si qua aliud cantare vel legere presumpserit, quam quod communis usus probat. Item levis culpa est, si qua ociosa locuta fuerit vel egerit. Si dissolutē [ridens] cachynnis¹¹ vel ludis, dictis vel factis alias ad ridendum concitaverit. Si qua oculos vagos habens, eos ad vanitatem direxerit. Si qua in vigilia annuntiationis et nativitatis domini in principio capituli non affuerit per negligentiam, ut pronuntiationis redemptionis nostre exordiis corde et corpore gratias agat deo redemptori. Si qua in choro dormitaverit. Item levis culpa est, si qua ecclesie vel altaris ornamenta tractaverit negligenter. Si qua vestes suas aut libros loco statuto honeste non deposuerit, vel negligenter tractaverit. Si indumenta vel alia data sorori vel concessa, sine ipsius licentia per se alia soror acceperit. Si qua aliquod utensilium frugerit, vel perdiderit. Si qua aliquid cybi vel potus effuderit. Si liber in quo legendum est, cuiusquam neglectu defuerit. Si qua dixerit aliquid unde offendantur sorores vel egerit. Si qua potum vel cybum absque benedictione sumpserit. Si qua in conventum hora qua debet venire distulerit. Si ad capitulum vel collationem non venerit, vel communi refectioni non interfuerit. Si qua commune mandatum dimiserit. Si qua eam a qua clamata fuerit eodem die quasi vindicando se accusare presumpserit. Si qua in proclamatione sua iudicium fecerit. Item levis culpa est, si qua cum iuramento ut in loquendo fieri solet, aliquid negaverit vel affirmaverit. Si qua turpem sermonem vel vaniloquium dixerit, vel quod gravius est in usu habuerit. Si qua earum que officiis deputate sunt, in aliquo negligens reperta fuerit, ut sunt priorisse in conventu custodiendo, magistre in docendo, cantatrices in officiis suis, procuratrices in rebus exterioribus procurandis, vestiaria in vesti-

¹¹ *ms.* cachynnis.

bus providendis et custodiendis et reficiendis, infirmarum custos in infirmis custodiendis et prostrandis et mortuis necessaria ministrandis, et cetera in officiis suis ut iniunctum est eis. Clamatis de supra dictis et veniam petentibus iniungatur unus psalmus vel duo vel cum psalmo disciplina vel amplius secundum quod illi que preest videbitur expedire.

De gravi culpa. XVII.

Gravis culpa est, si qua inhoneste contenderit. Si soror cum sorore lites habuerit. Si qua alicui sororum obprobrium dixerit. Si qua mendacium de industria dixisse deprehensa fuerit. Si qua silentium non tenere in consuetudinem duxerit. Si qua culpam suam vel alterius defenderit. Si qua clamans in clamatione sua iurgium fecerit. Si qua in illam a qua clamata est vel quamlibet aliam maledicta seu verba inordinata et irreligiosa maliciose invexisse deprehensa fuerit. Si qua sorori preteritam culpam pro qua satisfecerit impropaverit. Item gravis culpa est, si qua mala de sororibus vel domo maliciose evomuerit, si absque licentia et magna necessitate carnes comederit. Si qua in virum aliquem oculum fixerit. Si qua ieiunia ab ecclesia instituta fregerit sine causa et licentia. Pro huiusmodi culpis et aliis similibus istis veniam petentibus et non clamatis, tres correctiones in capitulo dentur, et tres dies in pane et aqua ieiunent. Clamatis vero una dies et una correctio superaddatur. Preter hec autem psalmi et venie secundum quod discretioni tenentis capitulum visum fuerit, pro qualitate culparum iniungantur. Eadem pena digne sunt, que pro victu vel vestitu vel qualibet alia re murmuraverint.

De graviore culpa. XVIII.

Gravior culpa est, si qua per contumaciam vel manifestam rebellionem inobediens prelate sue extiterit vel cum ea proterve contendere ausa fuerit. Si qua aliam percusserit. Si qua crimen capitale commiserit. Si qua rem sibi collatam receperit, de his que prohibentur recipi. Si rem collatam celaverit, quam beatus augustinus furti iudicio dicit esse condemnandam. Si proclamata fuerit convicta, sponte surgat, et veniam petens sceleris sui immanitatem lamentabiliter proferat, et denudata ut dignam accipiat suis meritis sententiam, vapulet quantum placuerit ei que preest, et sit omnium novissima in conventu, ut que culpam perpetrando non erubuit membrum diaboli fieri, ad tempus ut respiscat sequestretur a consortio ovium christi. In refectorio quoque ad communem mensam non sedebit cum aliis, sed in medio refectorii super nudam terram comedet, et providebitur ei seorsum et panis grossior et potus aque, nisi que preest ei aliquid per misericordiam impendat. Nec relique prandii sui cum aliis admisceantur, ut cognoscat se ita seques-

tratam a consortio aliarum, quod privetur, nisi [per] penitentiam¹² redeat, consortiis angelorum. Ad canonicas horas et gratias post comestionem ante ostium ecclesie transeuntibus sororibus prostrata iaceat, dum intrant et exeunt. Nulla vero audeat se coniungere ei, vel aliquid mandare. Priorissa tamen ne in desperationem labi possit, mittat ad eam que est in graviore culpa seniores, que moneant eam ad penitentiam, et provocent ad patientiam, foveant per compassionem, hortentur ad satisfactionem, adiuvent per suam intercessionem, si viderint in ea humilitatem cordis pro qua etiam suffragetur totus conventus. Nec renuat que preest, cum ea facere misericordiam. Et si videtur ei, denuo vapulet ad pedes singularum, primo priorisse, demum utriusque lateris sedentium. Talis quamdiu erit in hac penitentia non communicet, nec veniat ad osculum pacis. Non notetur¹³ ad aliquod officium in ecclesia, nec committatur ei obedientia, ante plenariam satisfactionem. Eodem modo penitere debet, si qua quod absit in peccatum carnis lapsa fuerit, quod¹⁴ gravius ceteris puniri censemur et plusquam omnia abominamur. Si vero huiusmodi peccatum occultum fuerit, disquisitione secreta secundum tempus et personam condignam agat penitentiam. Si alique per conspirationem vel coniurationem vel malitiosam concordiam adversus priorissam vel superiores suas manifeste exerint se, supradicto modo peniteant et de cetero in tota vita sua extremum locum sui ordinis teneant, et vocem in capitulo nisi in sua accusatione non habeant neque eis aliqua obedientia iniungatur, nisi per magistrum ordinis vel priorem provincialem secum fuerit dispensatum. Si que tamen non malitiose sed in veritate adversus priorissam aliquid habuerint quod tolerari non debeat nec deceat, prius eam inter se cum omni humilitate et caritate de sua correctione ammonent. Quod si frequenter ammonita se corrigere neglexerit aut contempserit, priori provinciali vel eius vicario significetur ut cum ad eandem domum visitandam venerint, causa manifeste iudicetur. Aliter superiores suas infamare subdite non presumant.

De gravissima culpa. XIX.

Gravissima culpa est incorrigibilitas illius que nec culpas timet admittere, et penam recusat ferre. De qua precipimus ut in carcerem retrudatur, donec respiscat. Eadem etiam pena illi que terminos sororibus assignatos egressa fuerit, vel aliter apostataverit infligatur, donec per magistrum vel priorem provincialem vel vicarium relaxetur.

¹² *ms.* penitentia.

¹³ *ms.* vocetur.

¹⁴ *ms.* quem.

De electione priorisse et institutione subpriorisse. XX.

Priorissa a conventu suo secundum formam canonicam eligatur omnibus iuris subtilitatibus vel cavillationibus relegatis. Et a magistro vel a priore provinciali vel vicario ad hoc specialiter assignato, si eis visum fuerit confirmetur. Conventus autem qui petit electe confirmationem in priorissam, numerum scribat eligentium et nomina. Si vero infra mensem non elegerint, magister vel prior provincialis conventui provideat de priorissa. Sorores autem post professionem suam et non ante, ad electionem priorisse admittantur. Priorissa autem de consilio discretarum sororum, instituat subpriorissam, cuius officium erit habere diligentiam et curam circa conventum, et in aliis quantum priorissa assignaverit ei vel permiserit. In cotidianis vero capitulis non proclametur, nisi aliquando pro aliquo maiori excessu, secundum quod priorisse visum fuerit. Eadem autem subpriorissa, mortua priorissa vel amota, vices eius plenarie obtineat, quousque priorissa fuerit electa et confirmata, et in domo presens extiterit, vel nisi magister vel prior provincialis vel vicarius aliter ordinaverit ¹⁵.

De cellararia. XXI.

Cellariam sorores habeant de maturioribus et discretioribus domus que per se et per socias sibi assignatas consilio priorisse et subpriorisse fideliter et devote bona temporalia procuret. Pecuniam, pannos, frumentum, vinum vel oleum, caseos vel aliquid huiusmodi sine licentia generali vel speciali, dare non presumat. Possessiones sine consensu conventus, alienari vel minui non possunt. Cellararia coram priorissa et subpriorissa et tribus de maturioribus sororibus ad hoc a conventu assignatis, computationem faciat quolibet mense receptorum et expensarum. Semel autem in anno vel amplius si visum fuerit, coram priore provinciali vel eius vicario computabunt et statum domus exponent.

De circatricibus. XXII.

Statuimus ut duo mature sorores preponantur, que sint sollicite et intente circa gestus et facta sororum. Et post completorium claustrum et officinas circumeant et si quam minus honeste invenerint, eam in capitulo poterunt proclamare. Post completorium facto signo exeant omnes et intrent dormitorium.

¹⁵ *ms.* ordinaret.

De doctrina et labore. XXIII.

Sorores postquam officium ecclesiasticum didicerint diligenter, addiscere poterunt tantum ut quod legitur intelligant, ut maiorem habeant devotionem. Quia vero occiositas inimica est anime et nutrix vitiorum, nulla sit occiosa sed diligenter observetur, ut exceptis illis horis et temporibus quibus orationi vel doctrine vel officio debent intendere, operibus manuum omnes attente insistant, prout fuerit ordinatum. Cum¹⁶ sororibus autem quamdiu sunt in labore, priorissa vel subpriorissa vel aliqua matura ad hoc a priorissa assignata, sit presens. Laborent autem in silentio.

De capitulo cotidiano. XXIII.

Finita prima teneatur capitulum vel post terciam et missam, si missa post primam dicatur; aliquando etiam potest intermitteri, si priorisse videatur. Ingresso conventu capitulum, lectrix pronuntiet lunam et que de calendario pronuntianda sunt. Et ebdomadaria prosequatur, pretiosa est et cetera. Deinde sororibus residentibus lectrix pronuntiet lectionem de institutionibus vel de evangelio pro tempore, premissis iube dompne et ebdomadaria subiungat benedictionem, regularibus disciplinis vel divinum auxilium, pro tempore. Et facta absolute pro defunctis, dicat que tenet capitulum benedicite et responso dominus, inclinent omnes; deinde recitatis beneficiis, et dicto a priorissa, retribuere dignare et cetera; dictis etiam a conventu psalmis, ad te levavi et de profundis, kyrieleyson cum pater noster, subsecutis etiam tribus versiculis, oremus pro domino papa, salvos fac servos tuos et ancillas tuas, requiescant in pace, ab ebdomadaria dicendis, cum hiis tribus collectis, omnipotens sempiterna deus qui facis mirabilia, pretende domine, fidelium deus resideant sorores. Tunc priorissa poterit dicere breviter, si quid ad honestatem et correctionem sororum viderit expedire. Post hec etiam egrediantur novitie. Quibus egressis, dicat que preest, faciant venias que se reas estimant. Continuo que se reas intellexerint, prostrate veniam petant. Deinde surgentes, humiliter confiteantur culpas suas, et quarum culpa talis est que digna est correctione preparent se ad correctionem quam priorissa faciat vel illa cui ipsa iniunxerit.

In capitulo vero sorores nisi duabus de causis non loquantur, scilicet culpas suas vel aliarum dicendo simpliciter, et prelati suis tantum ad interrogata respondendo. Una etiam stante et loquente, alia non loquatur. Nulla faciat proclamationem ex sola suspitione. Item nulla accuset de auditu, nisi personam a qua audierit dicat. Similiter quelibet caveat ne malum quod

¹⁶ *ms. pro.*

audierit de alia alteri referat, nisi dicat a quo vel a qua audierit. Item nullus religiosus alterius ordinis vel professionis, nullusque secularis cuiuscumque dignitatis vel vite sit, secretis capituli admittatur. Interdicimus autem sub pena excommunicationis, ne aliqua secretum capituli vel sororum scienter extraneis audeat revelare. Quod si fecerit, penè graviori culpe debite subiacet. Auditis culpis dicitur psalmus, laudate dominum cum versu, ostènde nobis domine misericordiam tuam, domine exaudi et collecta actionès nostras et cetera. In fine dicat priorissa adiutorium nostrum in nomine domini, et sic solvitur capitulum.

De conversis. XXV.

Eodem tempore surgant converse, quo et alie sorores et eodem modo inclinènt. Cum surrexerint ad matutinas dicant pater noster et credo in deum, quod faciendum est ante primam et post completorium. In matutinis dicto pater noster et credo in deum, erigant se dicendo, domine labia mea aperies, deus in adiutorium et cetera, gloria patri et cetera. Dicant pro matutinis in profestis diebus viginti octo pater noster. Et in fine omnium dicant kyrieleyson, christeleyson, kyrieleyson, pater noster. Quo dicto, addant per dominum et cetera; demum benedicamus et cetera. In vesperis vero, quatuordecim; in aliis autem horis, septem pater noster dicant. In festis autem novem lectionum, quadraginta pater noster dicant, et hoc tamen sub silentio in ecclesia et ubicumque fuerint. Loco preciosa, dicant tria pater noster. Pro benedictione mense, pater noster, gloria patri et cetera. Post mensam pro gratiis, tria pater noster, gloria patri et cetera vel miserere que sciunt. Indumenta tot habeant et talia quot et cetera sorores preter pallia que debent esse grisia. Possunt et grisei coloris habere scapularia, ad mensuram scapularium sororum. De ieiuniis, cybis, abstinentiis, culpis et aliis omnibus sic se habeant, sicut et alie sorores.

De modo ingrediendi. XXVI.

Prohibemus sub anathemate ne sorores aliqua ratione seu utilitate, terminos sibi assignatos ullo modo egrediantur, nisi causa plantandi vel edificandi eandem religionem, vel reformandi aliquod monasterium, seu causa regiminis seu alicuius gravis dispendii evitandi et hoc etiam non nisi de licentia magistri aut prioris provincialis, seu forte quod absit ordo suus vel cura sive custodia fratrum predicatorum eis auferretur vel subtraheretur vel propter periculum ignis. Item nullus vir, nulla mulier, preter regem et reginam, dyocesanum loci et maiorem prelatum, patronos et patronas loci eiusdem, et hoc etiam cum honesta et modica societate claustrum sororum ingrediantur. Magister autem et prior provincialis et visitator ad hoc

missus ab aliquo ipsorum, causa visitationis cum aliquibus fratribus intrare possunt. In ostio claustrum due sint claves, que a duabus sororibus ad hoc deputatis diligenter custodiantur. Si autem per earum voluntatem vel negligentiam aliquis vel aliqua ingressa fuerit, exceptis illis qui intrare possunt pene gravi culpe debite subiacebunt, quamdiu priorisse vel priori provinciali seu vicario videbitur expedire. Quando aliquis predictorum ingredietur, priorissa cum tribus de antiquioribus eum semper comitetur, alie vero non discurrant, sed sint in capitulo vel in ecclesia donec egressus fuerit extra domum. Si qua cum aliquo ingredientium seorsum ab aliis locuta fuerit nisi forsam cum aliquo predictorum qui possunt et debent intrare, exceptis priorissa et tribus sororibus ad hoc deputatis pene graviori culpe debite subiacebit. Priorissa et tres alie simul stent et simul vadant, vel bine et bine, nec aliqua earum alicui loquatur aliquid, nisi presente et audiente altera predictarum. Loquatur autem cum illis quos ex aliqua causa contigerit ingredi de expedientibus breviter et succincte. Item si oporteat infra terminos sororum aliqua opera fieri, priorissa, subpriorissa et cellararia operariis qui intrabunt loqui poterunt, ita tamen quod una ab alia audiatur, alie vero nullo modo loquantur eis, nisi vocate ex causa necessaria et utili, neque etiam ad eos accedant. Quod si fecerint, pene gravis culpe subiacebunt. Omnes sorores per fenestras ferratas confiteantur, et per ostium ferratum communiceant, nisi omnino sint ad lectum decumbentes. Si autem aliquam ita infirmari contigerit quod ad fenestram causa confessionis vel ad ostium causa communionis venire non possit, tunc sacerdos indutus vestimentis sacerdotalibus portans corpus christi cum duobus ministris solum, quorum unus portet cereum et alius campanulam et aquam benedictam, intrare poterit per ostium claustrum, quod ei due sorores ad hoc deputate aperiant, et statim claudant, donec sacerdos completis omnibus revertatur. Ingreddente vero sacerdote totus conventus prius ante ostium congregatus cum cruce, genua flectat ob reverentiam salvatoris; facto vero signo ab ea que preest, omnes surgant et ad infirmariam processionaliter et mature procedant. Si autem infirma habet facere longam confessionem, conventus cum ministris vel aliisque de conventu, si conventus non potest ibi ob aliquam causam remanere, separati a sacerdote, ita tamen quod maior pars earum sacerdotem semper videre possit. In sedibus sibi ab infirmaria preparatis sedeant in silentio, legentes aliquid vel orantes vel etiam meditantes. Completa autem communiione, sacerdos cum ministris suis, conventu precedente, usque ad ostium si commode fieri potest egrediatur, et incontinenti ostium claudatur. Eodem modo intret et exeat cum aliquam ita infirmari contigerit, quod eam inungi oporteat. Communio vero et inunctio omnino fiat secundum modum qui scriptus est in ordinario fratrum.

Hec igitur que ad certam atque rectam conversationis vestre regulam disciplinamque vivendi ordinavimus, volumus in vestro monasterio perpetuis temporibus observari, ita quod ad hec aliquid addere vel detrudere ne-

mini liceat, nisi per tria capitula generalia seu provincialia fratrum predicatorum fuerit approbatum. Hoc tamen salvo, quod tantum ecclesiastici officii et habitum quem in presentiarum defertis et eo modo quo defertis, vobis auferre vel mutare nullus valeat absque sedis apostolice licentia speciali, que de hac ordinatione faciat mentionem. Statuimus insuper ut si contingat de cetero aliquas constitutiones que monialibus competunt¹⁷ in predicto ordine confirmari, magister ordinis vel prior provincialis francie qui pro tempore fuerint, eas vobis non differant exhibere. Quas vos etiam cum humilitate et devotione suscipientes, sicut et fratres ordinis studeatis eas diligenter et fideliter observare, ad laudem et gloriam domini Ihesu Christi, qui est benedictus in secula seculorum amen. Commemoratio fratrum, sororum, familiarium, benefactorum defunctorum ordinis nostri.

APPENDICE

I

Humbert de Romans, provincial de France, fixe à cinquante le nombre maximum de religieuses dans le monastère de Saint-Dominique de Montargis (décembre 1253).

Devotis ancillis Christi, priorisse et sororibus beati dominici de monte-argi, frater humbertus fratrum predicatorum in francia prior indignus celestium plenitudinem gratiarum.

Notum vobis fieri volumus quod cum incumberet secundum tenorem constitutionum vestrarum ex ordinatione domini pape, nobis *vel ordinis nostri magistro* taxare numerum sororum in monasterio vestro nos, *vacante magisterio*, diligenti deliberatione et consilio prudentum prehabitis, pensatis facultatibus domus vestre necnon et statu regionis vicine vobis, deum et utilitatem vestram habentes præ oculis, ordinavimus et per presentes ordinamus quod ultra quinquaginta sorores in domo vestra non recipiantur aliquatenus in eternum. Cum autem numerus vester qui nunc est sit quadraginta quinque, volumus et ordinamus quod ad complendum predictum numerum quinquagenarium nulla recipiatur de quinque residuis nisi ante receptionem cuiuslibet quinquè predictarum numerus reddituum vestrorum esset in viginti libratibus parisiensium annui redditus augmentatus. Non intelligentes quod in augmento debeat computari aliquid quod vobis obveniret ex aliquius morte qui de bonis vestris ad vitam suam aliquid teneret vel cui ad vitam suam in aliqua teneamini pensione Postquam autem fuerint recepte

¹⁷ ms. competant.

quinque predictae, nulla recipiatur ultra numerum quinquagenarium in¹⁸ perpetuum quantumcumque contingat vestros redditus augmentari. Ad hec noveritis quod verbi illius quod dicitur in constitutionibus vestris videlicet quod nulla recipiatur ultra numerum taxatum nisi talis esset persona que sine dampno vel scandalo repelli non posset, qualis scilicet talis debeat reputari, nostro *vel magistro ordinis* iudicio reservamus. Interdicentes ne sine diffinitione nostra *vel ipsius* prehabita talem unquam recipere presumatis. Ut autem ordinatio nostra predicta et omnia supradicta robur habeant perpetue firmitatis precipimus in virtute obedientie et sub pena anathematis ne aliquis vel aliqua contra hanc ordinationem nostram scienter faciat neque prestat assensum vel favorem quod per aliquem vel aliquam contrarium attemptetur. Si autem quod absit aliquid contra factum fuerit illud non valere decernimus et tenore presentium irritamus. Ne autem de ignorantia posset haberi super hiis excusatio qualicumque, volumus ut hec ordinatio nostra in principio libelli constitutionum predictarum inseratur et in capitulo vestro pluries in anno publice recitetur. Eadem insuper distinctione prohibemus ne locus alicui antequam vacet aliquatenus concedatur.

Actum anno domini millesimo ducentesimo quinquagesimo tercio mense decembris¹⁹.

II

*Humbert de Romans renouvelle comme maître général de l'Ordre les ordonnances prescrites dans la lettre précédente (août 1256)*²⁰.

Devotis ancillis Christi, priorisse et sororibus beati dominici de monte-argi, frater humbertus ordinis fratrum predicatorum servus inutilis, salutem et celestium plenitudinem gratiarum.

Notum vobis fieri volumus... cf. *la lettre précédente où l'on a omis les passages imprimés en italiques. La finale sonne: Actum anno domini millesimo ducentesimo quinquagesimo sexto, mense augusto.*

¹⁸ ms. im.

¹⁹ ms. decembris.

²⁰ La lettre se trouve sur la feuille de garde du ms. de la Haye.